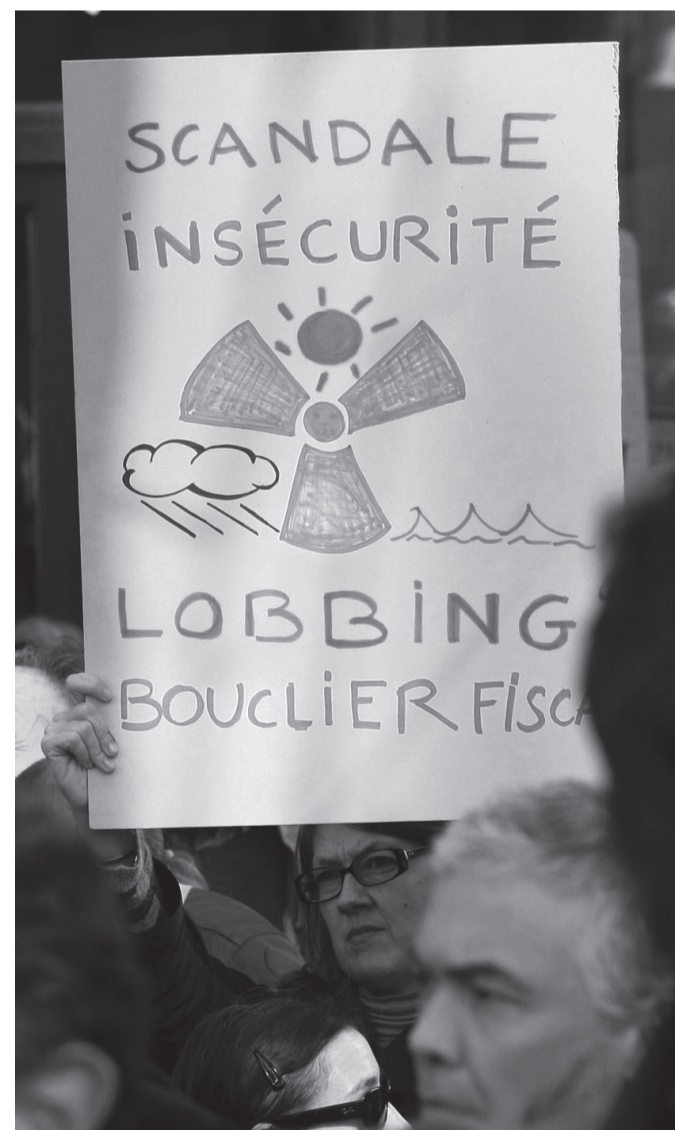


# Planifions dès maintenant la sortie du nucléaire



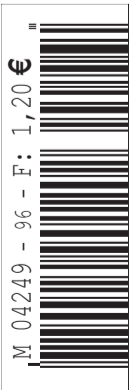
En France comme au Japon (au centre, manifestation antinucléaire à Tokyo le 27 mars), exigeons la sortie rapide du nucléaire. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE, KENJI KUNITOMI/JRCL et PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

**La catastrophe de Fukushima est révélatrice du danger que représentent le nucléaire et sa gestion opaque et irresponsable par les gouvernements et les industriels. Une sortie rapide du nucléaire est plus que jamais nécessaire et possible.**

Plus de quinze jours après le séisme et le tsunami qui ont frappé le nord-est du Japon, l'opacité règne toujours sur l'accident nucléaire en cours à Fukushima. La situation s'avère de plus en plus grave. Pour la première fois, de l'eau fortement radioactive a été découverte à l'extérieur des bâtiments. Le taux d'iode 131 atteignait dimanche dans l'eau de mer un niveau près de 2000 fois supérieur à la normale. Tepco, l'exploitant du site, annonce avoir détecté des traces de plutonium en cinq points différents dans le sol de la centrale. Le Japon a demandé l'aide de l'industrie française. L'inquiétude

internationale se porte particulièrement sur le réacteur n° 3, qui utilise du combustible MOX. Vendu par Areva, ce mélange ajoute à l'uranium du plutonium. Ce dernier est extrêmement mortel et il faut 24 400 ans pour qu'il perde 50% de sa radioactivité. Les négligences de Tepco sont reconnues. Une trentaine d'éléments n'ont pas été contrôlés lors de la dernière maintenance. La société avait annoncé, en 2003, chercher à réduire ses coûts de maintenance pour « sécuriser » ses profits! Le 25 mars, il a été conseillé aux habitants situés entre 20 et 30 km autour de la centrale de quitter les lieux. Mais, selon de nombreux experts,

cette zone devrait aujourd'hui être étendue à 80 km, si ce n'est plus. Sans aborder à nouveau les terribles et durables conséquences sur la nature et les humains à proximité de l'accident, notons que son impact politique se fait sentir dans le monde. Les gouvernements promettent tests et audits de leurs centrales, bien que dans des conditions de transparence insuffisantes et suivant des règles très variables. Dans bon nombre de pays, les projets de nouveaux réacteurs sont remis en cause, voire annulés. Le combustible MOX est mis en accusation. **SUITE PAGE 2**



**Agenda**

**31 mars, rassemblement Libye, Paris.** Rassemblement contre l'intervention impérialiste en Libye, l'engrenage militaire et pour l'arrêt des bombardements.  
RV à 18 heures, place de la fontaine Saint-Michel.

**31 mars, rassemblement, victimes, Tchernobyl, Paris.** Les victimes françaises de Tchernobyl s'indignent de la demande de non-lieu du procureur général de Paris et du dessaisissement du juge d'instruction. Elles appellent à une mobilisation générale pour l'audience de la cour d'appel.  
RV à 9 heures à la cour d'appel de Paris, chambre 11B, 34, quai des Orfèvres (M° Cité ou Saint-Michel).

**2 avril, santé, rassemblement, Paris.** Une campagne est lancée contre la casse de l'hôpital public et de la santé, dont le 2 avril est une échéance au niveau national. À Paris, un rassemblement est prévu. RV à 14 heures à Bastille.

**2-3 avril, formation NPA, Haut-Doubs.** Le NPA Franche-Comté organise un stage de formation sur : oppression des femmes, internationalisme, réchauffement climatique, syndicalisme. Programme détaillé auprès de rachel.choix@wanadoo.fr

**6 avril, soirée-rencontre, Bolivie, Paris.** Projection du documentaire *Campeños, histoire d'une résistance* de Sarah Pick et Fabien Lacoudre, suivie d'un débat en présence des réalisateurs et de Julia Ramos, secrétaire nationale de la Confédération des femmes paysannes et indigènes de Bolivie, ex-ministre des Terres et du Développement rural.  
Plein tarif : 8 euros / Tarif réduit (étudiant, moins de 20 ans, senior, chômeur) : 6 euros  
RV à 20h30, 4 rue Christine (M° et RER Saint-Michel).

**7 avril, gaz de schiste, Mantes-la-Ville.** Réunion publique à l'appel du collectif en formation Stop gaz de schiste Val-de-Seine, avec projection du film *Gasland* et intervention d'un invité du Collectif 77.  
RV à 20h30, salle Jacques-Brel, rue des Merisiers, Mantes-la-Ville.

**9 avril, Un bateau pour Gaza, Apt.** Journée spéciale Un bateau pour Gaza, à Apt (Vaucluse). Au programme : vide-grenier, exposition, librairie, chants, musique, poésie, conférence avec deux intervenants, buffet, couscous en soirée.  
RV à partir de 10 heures, salle des fêtes de la mairie, Apt.

**16 avril, manif Gaz de schiste, Meaux.** Manifestation « Non au pétrole et gaz de schiste ».  
RV à 15 heures à Meaux (plus d'infos ultérieurement).



# Planifions la sortie du nucléaire

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

Contrecoup de la crise, en Allemagne, les élections du 27 mars permettront aux Verts de présider le Land le plus industrialisé, contrôlé jusqu'à présent par un fervent défenseur du lobby nucléocrate!

Le souhait de sortir rapidement du nucléaire s'exprime en bien des pays, nucléarisés ou non. Il est urgent d'en finir avec cette technologie. En commençant par arrêter immédiatement tous les projets de nouveaux réacteurs, en fermant les centrales vieillissantes, en stoppant les programmes d'armement atomiques et en



engageant un plan de sortie de l'ensemble de la filière, rapide et définitif. Définitif parce que le risque nucléaire ne peut être éradiqué, même en ce qui concerne la gestion des matières premières et des déchets radioactifs. Rapide parce que nous ne pouvons faire durer plus longtemps la menace qu'il fait porter sur l'humanité. L'héritage du nucléaire existant sera déjà bien lourd à porter pour les générations à venir. En France, les conditions d'une sortie en dix ans ont été établies par des études sérieuses. Elles permettent, malgré le recours aux énergies fossiles en période de transition, de relever le défi du réchauffement climatique. La solution ne se réduit pas à des mesures techniques car il s'agit de rompre avec la boulimie énergétique d'un système capitaliste productiviste - ce qui exige l'expropriation des grands groupes du secteur et la création d'un service public de l'énergie, décentralisé et sous contrôle démocratique des travailleurs et des usagers.

La population japonaise paie aujourd'hui au prix fort l'irresponsabilité du lobby nucléocrate. La catastrophe de Fukushima est loin d'être jugulée ; elle s'installe dans la durée. La campagne internationale de

solidarité que soutient le NPA doit s'étendre en conséquence. Plusieurs milliers d'euros ont été collectés à ce jour. Un premier transfert de fonds a été ordonné, destiné à la section régionale Nord-Est du Conseil national des syndicats (NTUC). Cette coordination syndicale indépendante est active dans les régions sinistrées. Elle se mobilise en faveur des victimes avec d'autres organisations comme l'Union nationale interprofessionnelle des travailleurs (NUGW). Elles ont à cœur d'acheminer une aide concrète tout en défendant les droits des salariés et «petites gens» menacés dans leurs emplois, leurs salaires, leurs conditions de vie. Elles s'appuient sur l'expérience acquise par le mouvement ouvrier lors du grand tremblement de terre dans la région de Kobé, en 1995. Elles ont besoin de notre soutien. Maintenant.

**Thomas Couderette, Clément Bruche et Pierre Rousset**

De nombreuses informations sur la situation au Japon sont disponibles sur le site europe-solidaire.org. Pour les dons, envoyez vos chèques à ESSF, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour les virements, voir sur ESSF (article 20666).

## LIBYE

# Une révolution à l'ombre des bombardiers de l'Otan ?

*L'entrée de l'Otan dans l'intervention militaire en Libye confirme le caractère impérialiste de cette guerre qui, contrairement aux déclarations de bonnes intentions, n'aidera pas le peuple libyen à se libérer de la dictature.*

Après nous avoir servi pendant quelques jours la fable d'une «guerre humanitaire» qui n'aurait eu pour intention que de venir en aide à la population libyenne en lui permettant de se débarrasser d'un dictateur, l'entrée dans la danse (macabre) de l'Otan vient quelque peu donner à l'affaire un caractère moins reluisant. Il faut bien appeler un chat un chat et une mission de l'Otan pour ce qu'elle est... une opération militaire impérialiste! D'ailleurs, les faux-nez tombent les uns après les autres, celui d'Alain Juppé le premier. En moins d'une semaine, le chef de la diplomatie française, un temps supplanté par l'amuseur public Bernard-Henri Lévy, a changé de position. Le 21 mars, il n'était pas question pour lui que le bras armé de l'alliance atlantique prenne la direction des opérations militaires en Libye car, disait-il, «Les pays arabes ne veulent pas d'une opération sous le drapeau de l'Otan». Dimanche 27, le responsable du département d'État américain mettait fin à la posture pseudo indépendante du gouvernement français, et annonçait que la mise en application de la résolution 1973 de l'ONU était «placée sous pilotage politique de l'Otan». Ce scénario était parfaitement prévisible, car utilisé à maintes reprises dans le passé par les pays impérialistes, que ce soit en Afghanistan, en Irak, ou contre les peuples de l'ex-Yougoslavie. À chaque opération militaire de l'Otan, les mêmes arguments sont avancés par les médias occidentaux : il s'agit toujours bien sûr

de «protection des populations civiles» de «promouvoir la stabilité internationale» ou de faire face aux menaces terroristes, islamistes... C'est selon. Les résultats de cette nouvelle agression de l'Otan sont hélas eux aussi déjà prévisibles. Loin de venir en aide aux révolutions en cours, la confiscation du soulèvement populaire libyen, au profit d'un écrasement militaire venu de l'extérieur, par des forces de l'impérialisme, ne peut conduire qu'à la mise en place d'un régime pour longtemps débiteur de ces mêmes forces. Des négociations sont déjà entamées entre certains pays et le Conseil national de transition (CNT) qui prétend à l'exclusivité dans la représentation du peuple libyen. Celles-ci n'abordent nullement les conditions de la mise en place d'un régime démocratique alternatif à la dictature de Kadhafi, mais à la commercialisation par la Qatar Petroleum du brut extrait dans les zones contrôlées par les rebelles. Nous sommes très loin des aspirations démocratiques exprimées par les révolutionnaires de la place Tahrir ou de la Kasbah de Tunis!

Les militantes et militants du NPA, s'il soutiennent le peuple libyen dans sa lutte contre la dictature de Kadhafi, ne sauraient cautionner d'une quelconque façon l'opération impérialiste en cours. Ils entendent, partout où cela est possible, créer dans l'unité des comités de soutien aux processus révolutionnaires en cours. Le renversement de la dictature doit être l'œuvre des Libyens eux-mêmes, aidés par les révolutions de Tunisie et d'Égypte.



La Libye aujourd'hui n'est pas l'Espagne de 1936, et la référence faite par certains aux Brigades internationales qui sont venues combattre l'armée fasciste du général Franco aux côtés des républicains n'a qu'une valeur sentimentale. Notre première tâche est de nous attaquer à notre propre impérialisme en dénonçant ses crimes, sa complicité pendant de nombreuses années avec la dictature et les justes affaires aux odeurs de pétrole que la bourgeoisie française

s'apprête à faire avec les futurs dirigeant libyens, quels qu'ils soient. C'est en liaison avec les révolutionnaires égyptiens et tunisiens qui aujourd'hui apportent une aide matérielle concrète aux réfugiés qu'il faut également envisager le soutien des anticapitalistes européens à la révolution libyenne.

**Alain Pojolat**

# La crise politique s'approfondit

Le second tour des cantonales a confirmé les caractéristiques du premier. L'abstention est restée à un très haut niveau. L'UMP a subi un magistral revers et l'impact du FN s'est renforcé. Quant au PS, il n'a pu crier victoire tant son résultat est en demi-teinte.

Nouvel élément qui renforce les inquiétudes quant au poids de l'extrême droite dans la vie politique en France, son succès du premier tour et la présence de 402 de ses candidats au second tour, n'a pas provoqué de sursaut « civique » de type antifasciste. Pire, si le FN n'a pas autant d'élus qu'il l'espérait<sup>1</sup>, il enregistre une progression moyenne de 10% entre les deux tours dans les cantons concernés. Il a attiré une partie des voix de droite du premier tour lorsqu'il était opposé à un candidat de gauche mais, même si c'est dans une moindre mesure, il a réussi aussi à capter les voix de gauche du premier tour dans les cas du duel FN-UMP. Les sondages pour les présidentielles, où l'abstention sera à coup sûr moindre, donnent des résultats supérieurs encore pour Marine Le Pen, ce qui souligne que l'extrême droite dispose de réserves potentielles. Il faut prendre cette menace au sérieux, tout en gardant raison. Le FN progresse, il cherche à provoquer une vaste recomposition politique à droite, mais il n'est fort heureusement pas en position de prendre le pouvoir seul.

La Sarkozy s'enfoncé dans la crise. Non seulement les résultats de l'UMP sont très mauvais, mais les réserves qu'il prétendait avoir chez les abstentionnistes n'existent pas. Les voix qu'il avait siphonnées à gauche et au FN sont retournées au bercail et le doute s'installe sur les capacités de Sarkozy à refaire le coup de 2007 en 2012. Résultat, les divisions apparaissent. Des voix se font entendre pour préparer une alliance avec l'extrême droite

dédiabolisée alors que d'autres préconisent un changement de candidat.

## ET À GAUCHE ?

Le PS bénéficie de la situation et le nombre de ses élus progresse. Mais il souffre lui aussi d'un gros déficit de crédibilité. La gestion de ses départements n'en fait pas une base de résistance contre la politique d'austérité du gouvernement. Il ne parvient pas vraiment à incarner l'espoir de changement et à mobiliser les abstentionnistes. Quand il est opposé au Front de gauche ou à Europe Écologie, ses résultats ne sont pas bons. Le PCF l'a par exemple emporté contre le PS à Aubervilliers et contre les Verts à Saint-Denis. C'est le signe de la recherche d'une alternative à gauche du PS.

Le Front de gauche obtient 118 élus à l'issue du second tour. C'est un bon score dans le contexte, mais cela ne présente pas une percée. Les candidats de ce parti n'ont pas réussi à traduire dans les urnes la puissance de la contestation sociale en mobilisant les abstentionnistes. Si l'on compare de cantonales à cantonales, on peut constater que le PCF parvient à enrayer son déclin<sup>2</sup>. En 1979, il obtenait 22,46% des voix, soit 558 élus. En 2004 il obtenait 7,79% et 108 élus soit cinq de moins qu'en 2011. L'alliance du Front de gauche lui est utile. Pas de quoi tout de même justifier les déclarations enflammées de Mélenchon.

62,3% d'électeurs se sont abstenus ou ont voté blanc et nul. C'est l'autre signe de la colère sociale contre un système en faillite. La facture de la crise du



système capitaliste continue de dégrader les conditions de vie et de travail des salariés. Crise sociale et crise écologique s'ajoutent pour discréditer le système et ceux qui le gèrent. Tout l'enjeu – immense – de la période est de transformer le rejet individuel en force collective pour organiser la rupture. Cela passe par la mobilisation contre les réformes libérales et contre le nucléaire. Et cela passe aussi par l'effort permanent d'organisation et de

rassemblement des forces anticapitalistes. C'est la seule solution pour enrayer la poussée frontiste.

Fred Borras

1. Le FN obtient deux élus alors que Louis Alliot, bras droit de Le Pen, en espérait entre 10 et 50.
2. Sur les 118 élus que compte le Front de gauche, 113 sont des élus PCF.



Par Pierre-François Grond

## TOUT RESTE À FAIRE

Les résultats des cantonales peuvent apparaître bien dérisoires au regard des grands événements qui traversent la planète. Au Japon, une catastrophe lente et terrifiante illustre l'impasse catastrophique du choix nucléaire. Elle a provoqué des manifestations géantes en Allemagne et une expression électorale. Au Royaume-Uni, quelques jours après le Portugal, des centaines de milliers de Britanniques battent le pavé contre le super plan d'austérité de Cameron. Pendant que le nœud coulant de la dette s'approche désormais de l'Espagne. La révolution qui s'étend au Maghreb et au Machrek touche désormais la Syrie, provoquant une riposte sanglante du pouvoir en place. En Libye, les bombardements de la coalition occidentale visent à confisquer et canaliser la révolution libyenne pendant que, courageusement, le peuple libyen continue son combat contre la dictature ignoble de Kadhafi. Ces grands bouleversements posent trois questions décisives : le refus de payer la facture d'une crise et des dettes du capitalisme, le combat contre la guerre et l'Otan et pour la solidarité avec les révolutions du monde arabe, l'impérieuse nécessité d'une sortie rapide du nucléaire. Elles dessinent le projet d'une rupture avec le capitalisme, mais aussi avec les politiques menées depuis trente ans par la droite et les socio-libéraux. En France, les cantonales expriment par l'abstention et le rejet de Sarkozy l'immense crise qui secoue le pays et qui profite pour l'heure au FN. La xénophobie et le racisme qu'exprime ce parti peuvent d'autant plus se renforcer qu'ils sont favorisés par une droite poreuse aux thèmes lepénistes et par une gauche de gouvernement incapable de produire une alternative populaire, sociale, démocratique, écologique. C'est ce projet d'une alternative anticapitaliste qu'entend promouvoir le NPA dans les prochaines semaines. Nous sommes nombreux à ne pas nous résigner à une telle situation. Sur la base d'un vrai programme de rupture, d'une stratégie de mobilisation du monde du travail et de la population, les forces existent pour un rassemblement anticapitaliste indépendant du PS, dans la perspective des mobilisations actuelles et des échéances électorales de 2012. À nous d'agir en conséquence.

## leur monde...

### La robe, un symbole religieux ?

L'administration du lycée Blanqui à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) menace d'expulsion des élèves portant des robes longues et trop sombres. Pour la direction, ces vêtements sont considérés comme des vêtements religieux...

Ces pressions et ces menaces sont inacceptables et irresponsables.

L'administration de Blanqui ne semble rien trouver de mieux pour améliorer la vie quotidienne des élèves, alors que la casse de l'Éducation nationale se traduit dans ce lycée par une diminution du nombre d'heures pour le fonctionnement, qui entraînera une augmentation inadmissible du nombre d'élèves par classe (particulièrement en première économique et sociale et en première littéraire) et une diminution de l'offre de formation en

bac professionnel, laissant plus de jeunes sans école et sans formation, avec pour conséquence une dégradation des conditions d'étude pour les élèves et de travail pour les enseignants.

Par ailleurs, au moment où Sarkozy et ses ministres multiplient les attaques contre l'islam (comme Luc Chatel qui refuse que des mères d'élèves accompagnent des sorties scolaires si elles portent le voile), ces initiatives ne peuvent être perçues que comme discriminatoires et racistes par les élèves et leur famille. La taille et la couleur des vêtements des élèves n'ont rien à voir avec la défense de la laïcité, vitale dans l'école publique.

C'est irresponsable, car au moment où il faudrait unir les forces, enseignants, élèves, parents, tous ensemble pour défendre l'école publique, c'est le poison de la division qui affaiblit et désarme.

Pour nous, la laïcité passe par la défense d'un enseignement public de qualité pour tous et toutes et pas par la longueur des jupes ou la visibilité des mollets.

NPA 93

### Mère ou travailleuse, il faut choisir.

Les femmes, ça fait des enfants, c'est même à ça qu'on les reconnaît... C'est en substance le discours auquel a eu droit une enseignante de Limoges, selon un article de *Libération* du 26 mars. Cette prof d'histoire-géo apprend que ses collègues ont reçu par l'académie une proposition de poste en khâgne. Croyant avoir été oubliée, elle en avertit l'inspectrice pédagogique régionale, qui lui répond : « Ce n'est pas un oubli de ma part, ce poste demande une énorme charge de travail très peu compatible avec le métier de

mère de famille (même si les choses évoluent c'est très lent), je ne l'ai donc signalé qu'à des collègues hommes ou des collègues "femmes" sans enfant, c'est sûrement une vision très passéiste mais très réaliste.

La question tournante en khâgne est très (trop) éprouvante pour soi et pour son entourage. »

Les pires clichés sexistes sont réunis en ces quelques phrases : être mère est un métier, seules les femmes sont accaparées par la vie familiale, et les femmes sans enfants ne sont pas vraiment des femmes, car pour être une femme, il faut être mère... Le Snes-FSU a fustigé « la politique d'individualisation des carrières "au mérite" menée à l'heure actuelle » qui mène à « ce genre de pratiques envers les femmes, mais aussi à bien d'autres discriminations ».

## LONDRES Manifestation massive contre les coupes budgétaires

La plus importante manifestation politique depuis au moins dix ans s'est déroulée à Londres le 26 mars. Entre 250 000 et 400 000 manifestants ont participé à la « Marche pour l'alternative » organisée par la confédération syndicale Trade Union Congress (TUC). Elle survient un an après l'élection d'une coalition entre conservateurs et libéraux-démocrates qui a été claire depuis le début sur sa volonté de réduire les dépenses publiques de 81 milliards de livres.

Les coupes budgétaires procèdent d'une guerre de classe. 7 milliards concernent les dépenses sociales. Les budgets locaux sont réduits de 9% dans certaines régions: plus les régions sont pauvres, plus les réductions budgétaires sont importantes. Cela se traduit par des coupes sur les budgets concernant les jeunes, les anciens et les plus vulnérables. Cela signifie aussi la suppression de milliers d'emplois, notamment dans les secteurs les plus syndiqués des services publics.

La manifestation démontre que les syndicats sont capables d'organiser des masses de gens d'une manière qu'aucun autre type d'organisation ne peut le faire. Les trains et les cars ont amené

des syndicalistes, des familles et des groupes d'amis, venus de toute l'Angleterre, d'Écosse et du Pays de Galles. Ce fut une démonstration dont le cœur était constitué par le mouvement ouvrier organisé. Sans doute manquait-il les usagers des bibliothèques, des piscines et des clubs de jeunes que l'on est en train de fermer... Ce qui se traduit aussi par des dizaines de milliers de pertes d'emplois dans le secteur public et assimilé.

Pour la direction bureaucratique des syndicats, cette manifestation pose problème. Les syndicats ont peur de voir leurs ressources financières confisquées et craignent tellement la mise en œuvre des lois antisyndicales qu'ils ne comptent pas organiser d'action nationale. Pour l'instant, il n'y a eu que très peu de consultations préalables à la grève. Or, on ne peut pas gagner avec un niveau d'actions grévistes aussi faible.

La Coalition de résistance, qui a le soutien de fédérations syndicales comme Unite et UCU, aussi bien que la Charte du peuple ou la campagne Droit au travail, ont fait passer un double message: il faut s'opposer à toutes les coupes budgétaires car nous ne sommes pas responsables de la crise, et des actions de masse

impulsées par les syndicats, les groupes locaux anti-coupes budgétaires et les organisations de base peuvent obliger le gouvernement à retirer son plan.

Nous savons que dans un avenir proche les conservateurs et les libéraux-démocrates vont exiger de nouvelles suppressions d'emplois, de nouvelles baisses de salaire, des destructions de services publics et des privatisations. À cause de l'inertie de la TUC, notre classe est entrée sur le ring et s'est fait marteler au cours du premier round. Nous devons apprendre de cette expérience. La manifestation a mis en évidence la force des travailleurs organisés et de l'aspiration de millions d'autres qui attendent qu'ils déclenchent l'épreuve de force.

Il faut insister pour que la TUC s'y mette.

Si le mouvement subit maintenant une défaite sur la question des coupes budgétaires locales, alors il connaîtra un sentiment de démoralisation et de désespoir qui entraînerait sa défaite contre les projets concernant le système de santé et les attaques à venir sur les retraites.

Bill Curtis

## Crise sociale et politique au Portugal

La démission du Premier ministre socialiste, José Socrates, le 23 mars, a ouvert au Portugal une crise politique importante. À la tête d'un gouvernement minoritaire, le chef du PS est tombé face à un vote négatif du Parlement pour l'adoption d'un quatrième plan d'austérité. La gauche radicale – le Bloc de gauche et le PC Portugais – ont voté contre. Mais ce sont les partis de droite – le Parti social-démocrate en tête – qui avaient voté les précédents plans de rigueur, qui ont fait tomber le gouvernement en refusant de voter celui-ci. La chute du gouvernement n'annonce pas la fin des mesures d'austérité très dures qui se sont abattues sur la population portugaise: coupes dans les salaires, gel des pensions de retraites, privatisations, hausse des impôts à la consommation, coupes dans les services publics, etc. Le dernier plan d'austérité est temporairement repoussé mais la droite pourrait revenir aux affaires à la faveur de nouvelles élections qui pourraient avoir lieu en mai ou en juin, de manière autonome ou dans le cadre d'un gouvernement de grande coalition avec le PS. Dans tous les cas, les attaques contre les salariés et les jeunes risquent de pleuvoir dans un contexte où le Portugal subit de plein fouet une crise de la dette publique.

En effet, le gouvernement lui-même prévoit une récession d'au moins 1,4% du PIB pour l'année 2011, récession qui est largement la conséquence des mesures d'austérité, dont le PS au pouvoir est responsable. Face à cette situation, une offensive spéculative de grande ampleur rend extrêmement difficile le remboursement de la dette publique. Sur les marchés internationaux, les taux d'intérêts de la dette à deux ans ont augmenté jusqu'à atteindre 7,7% le 29 mars. En même temps, les agences de notation, en premier lieu Standard & Poor's, accentuant leur pression sur le Portugal, ont dégradé à plusieurs reprises leur note sur la dette publique. Le Portugal risque donc probablement une intervention du FMI ou de l'Union européenne, comme en Grèce ou en Irlande, ce que le gouvernement Socrates n'a pas manqué d'utiliser pour justifier ses plans de rigueur.

Face à l'austérité, le Portugal a connu un cycle de mobilisations très important. Le 24 novembre a ainsi été une journée de grève générale massive et unitaire, appelée à la fois par la CGTP, proche du PCP, et l'UGT, proche du PS. Le 12 mars, une manifestation impressionnante a animé les rues des principales villes portugaises. Appelés par le collectif de précaires « Génération fauchée », ces cortèges contre la précarité ont rassemblé plus de 300 000 personnes dans le pays, faisant ainsi la plus grande mobilisation populaire depuis le 1<sup>er</sup> mai 1974, qui avait suivi la Révolution des œillets. Le 19 mars, une manifestation syndicale, appelée par la seule CGTP, a rassemblé contre l'austérité jusqu'à 100 000 participants à Lisbonne. Au côté du mouvement social, il s'agit pour le Bloc de gauche de faire payer la crise à ses principaux responsables, en particulier les banques, de sortir de la crise en mettant en place un plan de création d'emplois dans les services publics, notamment la santé et l'éducation. Face à la dette, il faut mettre en œuvre une fiscalité inverse à celle qui existe actuellement, mettre en place des instruments européens pour aider les pays en difficulté à sortir de la crise.

Adrien Mazières-Vaysse



Ramallah, le 15 mars. Des milliers de Palestiniens ont répondu à l'appel pour l'unité entre le Hamas et le Fatah. (REUTERS/AMMAR AWAD)

## PALESTINE

### Le « mouvement du 15 mars »

Face au retour de la violence du régime israélien et des tentatives d'intimidation des autorités palestiniennes, un mouvement palestinien populaire de résistance s'organise.

À Gaza et en Cisjordanie, des milliers de Palestiniennes et Palestiniens ont répondu présent à l'appel « citoyen » lancé via les réseaux sociaux. Appel à manifester pour l'unité nationale et la fin de l'occupation.

Si le 15 mars a connu un réel succès quant à la participation populaire, exprimant ainsi avec vigueur la volonté d'unité des forces politiques en Palestine, ce mouvement a relancé en même temps un véritable débat au sein de la société civile palestinienne. Comment concilier les différences politiques et d'agenda entre le Hamas et le Fatah? Quel objectif pour l'unification du mouvement palestinien en Cisjordanie et à Gaza? Le périmètre de l'union des forces s'étend-il à l'ensemble du peuple palestinien en intégrant la diaspora, les réfugiés des camps du Liban, de Jordanie, de Syrie, ou bien

s'arrête-t-il à l'espace de l'Autorité nationale palestinienne découlant des accords d'Oslo? Quelle réforme en profondeur de l'OLP?

Ce « mouvement du 15 mars » a sans nul doute reposé un vrai débat au sein de la population: les questions politiques de la résistance face aux politiques sionistes, mouvement ouvrant un large champ de débat au-delà du seul cercle des états-majors des organisations politiques.

En effet, derrière cet appel à l'unité nationale se profilent les questions stratégiques de la résistance palestinienne, car ce mouvement populaire n'est ni encadré ni dirigé. D'ailleurs cela n'a pas échappé à l'autorité de Ramallah ni à celle de Gaza, qui toutes deux ont joué l'intimidation et réprimé les manifestations avec plus ou moins de virulence.

L'intimidation des deux gouvernements n'a pas réussi à empêcher l'expression

populaire, mais prédire aujourd'hui les suites qu'engendrera ce « mouvement du 15 mars » serait aventureux.

Les deux « gouvernements » tentent de reprendre l'initiative, les discussions entre Fatah et Hamas ont repris, Mahmoud Abbas annonce un hypothétique voyage à Gaza pour finaliser un accord d'entente nationale. Il appartient aux Palestiniens de ne pas se laisser dessaisir des orientations et stratégies politiques pour la résistance et la libération nationale.

Face aux débats démocratiques, la position israélienne ne varie pas. Le gouvernement israélien menace de représailles, d'une rupture avec Mahmoud Abbas, si un compromis politique se réalise entre les deux factions palestiniennes. Au-delà des menaces verbales, l'armée israélienne relance la violence. Dix Palestiniens ont été assassinés à Gaza, dont deux enfants et

un vieillard. Un crime odieux commis dans une colonie est attribué derechef aux Palestiniens bien qu'il existe une autre piste fort probable concernant l'auteur de ce crime. Un attentat au colis piégé a eu lieu à Jérusalem, là encore le coupable est désigné d'office, sans qu'aucune organisation palestinienne connue ou inconnue ne revendique cet acte. La police et l'armée israéliennes sont inefficaces contre les exactions commises par les colons: voitures et maisons palestiniennes incendiées, population violemment tabassée, colons coupables non identifiés et non interpellés.

Face à l'échec des « plans de paix », c'est bien la question de l'élaboration d'une nouvelle stratégie qui est posée aux Palestiniens.

Marc Prunier

## CÔTE D'IVOIRE Levez le blocus !

**GBAGBO - OUATTARA C'EST LA GUERRE**



La crise ivoirienne ne trouve pas d'issue. Le panel de l'Union africaine est incapable de contraindre Gbagbo à quitter le pouvoir et le blocus économique décidé par l'ONU, au lieu d'affaiblir l'ancien président, frappe la population déjà étranglée par la guerre entre Gbagbo et Ouattara.

La reconnaissance par le panel de l'Union africaine d'Alassane Ouattara comme président de la République de la Côte d'Ivoire n'est pas une surprise. Seul le silence du président sud-africain Jacob Zuma – seul chef d'État parmi les cinq à être proche de Gbagbo – a étonné. Gbagbo se retrouve ainsi de plus en plus seul sur la scène africaine et internationale. En revanche, le panel a été incapable de répondre au mandat de l'Union africaine en n'indiquant pas les mesures contraignantes qui obligerait Gbagbo à quitter le pouvoir. Aujourd'hui, la CEDA qui regroupe les pays d'Afrique de l'Ouest, insiste pour que l'ONU intervienne avec ses 12 000 soldats, mais l'instance internationale considère que cette affaire doit être réglée au niveau africain. Bref, chacun se renvoie la balle, conscient de la difficulté du problème. L'inquiétude des gouvernements des puissances occidentales est que la Côte d'Ivoire risque fort d'embraser une région déjà très instable. En effet, le Bénin pourtant réputé pour sa stabilité démocratique, est en proie à des agitations contre les fraudes électorales du président sortant Boni Yayi, tout comme le Togo où les manifestations hebdomadaires se sont renforcées contre le projet de Faure Gnassingbé de réduire les libertés. Le Burkina

Faso connaît une mobilisation de la jeunesse étudiante inégalée depuis une décennie, avec les facultés en grève contre le meurtre par la police d'un jeune étudiant. Même au Sénégal, l'accusation par le pouvoir d'un prétendu complot, visant à renverser Wade, traduit son inquiétude. En Côte d'Ivoire, en attendant, l'option des armes est choisie par les deux camps et l'on observe une escalade de la violence. À Abobo, Yopoungon ou Anyama, des quartiers à forte densité humaine d'Abidjan, les affrontements se font à coups de mortier et de lance-roquettes RPG 7. On compte des centaines de morts et près de 800 000 déplacés. La guerre continue aussi dans l'ouest du pays où les Forces nouvelles qui soutiennent Ouattara et les Forces de sécurité présidentielles se disputent les villes de Zouan Hounien, Toulepleu, Doké et Duékoué, causant des dégâts considérables parmi les populations civiles. Des dizaines de milliers de personnes se réfugient vers les pays frontaliers, notamment le Liberia, fuyant la guerre mais aussi les zones sous contrôle de l'un ou de l'autre camp, où arbitraire, violences et exactions restent le lot quotidien des populations. Le pays est victime du blocus économique décrété par la communauté internationale, afin d'étrangler financièrement le clan Gbagbo, mais la réalité est tout

autre. L'opulence est toujours de mise pour les dignitaires du régime, par contre la situation devient dramatique pour les populations. Les paysans ne peuvent écouler leur production de café et cacao, principale richesse du pays, pour le plus grand plaisir des spéculateurs sur le marché international. La rareté des biens de première nécessité a entraîné un marché noir et une très forte augmentation des prix. Pire, désormais les accès aux soins sont quasiment impossibles comme les dialyses rénales, les trithérapies pour les personnes séropositives, etc. Des manifestations d'étudiants et de personnels de santé ont eu lieu devant le siège de l'OMS pour attirer l'attention sur la situation sanitaire du pays. Dans quelques semaines, plus aucune opération chirurgicale ne pourra se faire faute de médicaments. Mais cela n'empêche nullement l'Union européenne de continuer d'interdire aux navires civils remplis de denrées et de médicaments d'accoster dans les ports d'Abidjan ou de San Pedro. L'ONU ne fait qu'aggraver la situation des populations les plus pauvres, déjà victimes de la guerre entre Ouattara et Gbagbo, en refusant de lever l'embargo qui frappe la Côte d'Ivoire. C'est certainement lié au devoir d'ingérence... humanitaire.

**Paul Martial**

## Syrie et Yémen : à leur tour !

La carotte et le bâton : c'est en maniant les deux, que le régime du parti Baath en Syrie tente d'endiguer la vague de protestation qui se répand de plus en plus dans le pays depuis le 15 mars. Le Baath, dirigé par Bachar al Assad, est au pouvoir en Syrie depuis 1963. Il est fondé sur un mélange entre nationalisme arabe et «socialisme» étatique stalinisant, même si l'économie a été «libéralisée» (avec des privatisations partielles) après la chute de l'URSS. Son règne est en partie basée sur une minorité religieuse, les alaouites, au détriment d'autres parties de la population liées à des confessions différentes ou à aucune confession. La minorité kurde vivant dans le nord et l'est du pays subit une oppression particulière.

Les premiers heurts sérieux ont éclaté, la semaine dernière, dans la ville de Deraa, à la frontière jordanienne. C'est en partie la situation périphérique de la région au sein du pays, combinée à la sécheresse extrême qui a fait souffrir les habitants du plateau Hauran (où se trouve Deraa) et assombri les perspectives des cultivateurs, qui a exacerbé les frustrations sociales dans cette partie méridionale de la Syrie. Puis, il y a eu l'étincelle qui mit le feu aux poudres : l'arrestation de quinze enfants, qui s'étaient amusés à écrire sur les murs de la ville le désormais célèbre slogan «*Ach-Cha'ab yourid al-isqat al-nizham*» («*Le peuple veut la chute du régime*»), mot d'ordre central de la révolution égyptienne. Relâchés au bout de quelques jours, les enfants portaient sur le corps des traces évidentes de tortures sèches. Le fait que désormais, on touche «*même aux enfants*», a conduit à l'explosion à Deraa dès le 18 mars.

Par ailleurs, les problèmes sont ici les mêmes qu'ailleurs dans le pays : corruption, népotisme, arbitraire des autorités, inégalités sociales. La semaine dernière, la police a ouvert le feu à plusieurs reprises sur la foule des contestataires. Au cours de la seule journée du 23 mars, plus de 100 personnes ont été tuées selon l'opposition et les défenseurs des droits humains. Le lendemain, alors que 20 000 personnes participaient aux funérailles des «martyrs», de nouvelles violences policières ont coûté la vie à six autres personnes. En même temps, le mouvement a atteint Lattaquié, au bord de la Méditerranée dans le nord-ouest du pays, qui est devenu un nouveau centre de la contestation, et d'autres villes.

Le régime a néanmoins été obligé de lâcher du lest. Le 29 mars, le gouvernement du Premier ministre Mohamed Naji Otri a remis sa démission au président Bachar al Assad. Parallèlement, le régime a annoncé l'abrogation de la loi sur l'état d'urgence, en vigueur dans le pays depuis... 1963. Mais il est aussi en train de dépêcher l'armée dans les centres de contestation, dont Lattaquié.

Au Yémen, le président Ali Abdullah Saleh (au pouvoir depuis 1979, dont le régime est basé sur le tribalisme et une alliance «antiterroriste» avec les USA) semble déjà nettement plus proche de la porte. Saleh a d'ores et déjà déclaré qu'il était prêt à démissionner, mais qu'il craignait «le chaos» après lui et qu'il souhaitait ainsi clarifier les termes d'une transition. Une bonne partie de l'armée ayant tourné le dos à son pouvoir, il a négocié, le week-end dernier, avec le général Ahmar ; mais jusqu'à nouvel ordre, ces négociations sont sans succès et ont été interrompues. Néanmoins, la pression de la rue demandant au président de «dégager» demeure, ici, extrêmement forte.

**Bertold Du Ryon**

## OMAN Mobilisations sociales et démocratiques sans précédent

La jeunesse d'Oman exprime depuis janvier sa soif de libertés et de réformes. Le cycle de mobilisations s'est intensifié fin février par un mouvement (sit-in et tentes) de chômeurs, d'étudiants et de précaires protestant jour et nuit dans plusieurs villes simultanément (Sohar, Sallala, El Heima, Chinass, Buraïmi, Jaalan Beni Bouali, Liwa, Saham, Alsuwaik, Ibri, Muscat) contre le chômage et la cherté de la vie, la corruption ou la dégradation de l'environnement. Ils exigent notamment des emplois, le développement, des poursuites judiciaires à l'encontre de fonctionnaires du gouvernement, des créations d'infrastructures universitaires et hospitalières, enfin la répartition des richesses : «*Où est le pétrole ? Où est le gaz ?*» Les manifestants bloquant l'accès à la zone industrielle de Sohar, l'armée est intervenue pour les déloger (avant de les expulser de la place Sohar le 29 mars). La répression par balles des manifestations de février a entraîné la mort d'au moins un manifestant, Abdullah Alghamalassi, et plusieurs blessés. Dans la foulée, les travailleurs de la fonction publique (santé, poste, audiovisuel, instituteurs) et des compagnies nationales (Oman Air, Oman International Bank,

Oman Investment Finance Company) se sont mobilisés devant leurs administrations respectives pour obtenir des hausses de salaire et des réformes sectorielles. Ce mouvement a culminé avec la grève des travailleurs des compagnies pétrolières et gazières (Petroleum Development Oman, Oman Metanol Society). Le pouvoir a dû accéder à certaines revendications, comme la revalorisation des salaires dans le public, celle des retraites et des bourses des étudiants, annoncer la création de 50 000 emplois, procéder à un remaniement ministériel et renvoyer des ministres dont les manifestants exigeaient le départ, en raison de leur corruption. Enfin, il a demandé à une commission de présenter sous trente jours un amendement à la Constitution, visant à doter l'Assemblée de pouvoirs législatifs. Ces premières mesures n'ont pas calmé le mouvement, loin de là. Le licenciement d'un journaliste de la radio qui avait manifesté pour la liberté d'expression dans les médias a entraîné une nouvelle mobilisation pour les libertés démocratiques. Le 24 mars, les travailleurs du privé ont fait un sit-in dans la capitale, exigeant des hausses de salaires équivalentes à celles du public.

Le 26, les chauffeurs de cars scolaires de Saham ou Liwa ont fait grève. Enfin, des centaines de manifestants ont fait le siège de l'ambassade du Bahreïn pendant une semaine d'affilée. Cette situation est suivie de près par les États-Unis, qui ont conseillé aux autorités de procéder à des réformes, et par le Conseil de coopération du Golfe qui a alloué des fonds à Oman pour l'aider à contenir, en y cédant, le mouvement de contestation naissant. Le sultan Qabous, au pouvoir depuis 1970, qui concentre les attributions de Premier ministre, chef des armées, gouverneur de la Banque centrale et ministre de la Défense, et n'a pas autorisé les partis politiques, a institué au début des années 1980 une assemblée consultative, élue au suffrage universel depuis 2003. Les syndicats sont autorisés depuis 2006. L'émergence d'une nouvelle génération, essentiellement urbaine et scolarisée – moins révérencieuse que ses aînés à l'égard d'un souverain qui a appuyé sa légitimité sur la rente pétrolière pour équiper le pays – et qui voit ses ambitions ruinées par le manque d'emplois, est à l'origine du mouvement de 2011.

**Luiza Toscane**

# LA LUTTE POUR LA AFFRONTEMENT ENTR

*La Sécurité sociale a eu des effets très positifs. Elle a permis à tous les travailleurs de se soigner, de bénéficier d'une retraite, d'élever des enfants. Elle a favorisé la progression importante de l'espérance de vie. Elle était de 65 ans en 1945, elle dépasse désormais les 80 ans. Parallèlement l'hôpital public a remplacé l'hospice et est devenu un lieu de soins accessible à tous et à toutes.*

*Ces édifices sont menacés. La bourgeoisie n'a jamais accepté la Sécu. Dans le contexte de 1945, le patronat n'avait pas les moyens de s'y opposer, il était discrédité par sa collaboration pendant la guerre et le rapport de forces social était favorable à la classe ouvrière. Mais il n'a jamais accepté que les travailleurs soient payés, selon lui, « à ne rien faire », en bénéficiant d'indemnités pendant les arrêts de travail pour maladie, accident de travail, invalidité, congés maternité, ou en percevant des pensions durant la retraite. Il n'a jamais accepté d'être contraint de verser des cotisations sociales, la part indirecte du salaire mis dans un pot commun pour se soigner, pour sa retraite, sa famille, pour survivre pendant les périodes de chômage. Ce salaire socialisé, constitué de la part « patronale » et de la part « salariale » des cotisations sociales, et versé globalement aux Urssaf, a toujours été considéré par les employeurs comme « une charge sociale », toujours qualifiée d'insupportable !*

## L'acharnement du patronat

Les sommes considérables du budget de la Sécu suscitent la convoitise du patronat :

Les budgets en milliards d'euros (prévisions 2010)	État	Sécurité sociale (maladie, accident de travail, retraites, familles). Ensemble des régimes	Protection sociale en 2010 (sécu + mutuelles + régimes chômage, aides sociales par les collectivités locales, départementales et l'État)
Dépenses	422,5	435,9	606,71
Recettes	273,7	403,7	624,5
Déficit	148,8	32,2	

Les recettes de la Sécu sont 1,5 fois supérieures à celles de l'État. Le prétendu déficit est ridicule comparé à celui de l'État (en 2010 son montant est égal à 8% des recettes à la Sécu, et à 54% des recettes pour l'État).

Les employeurs bénéficient d'exonérations de cotisations (32 milliards en 2010). C'est une extorsion de la partie socialisée de nos salaires. Ces exonérations sont à 90% compensées par l'État, donc par la fiscalité. La grande majorité des contribuables, les travailleurs, paient ainsi une 2<sup>e</sup> fois à la place des patrons. Nous ne payons pas tous l'impôt sur le revenu, mais aucun d'entre nous n'échappe à l'impôt sur la consommation (la TVA).

La Sécurité sociale, c'est donc du profit en moins. Rien d'étonnant à ce que la bourgeoisie ait entamé quelques mois après sa création une forte campagne idéologique. Elle n'a jamais cessé depuis. (voir ci-dessous) Depuis une cinquantaine d'années, le patronat publie des rapports sur la Sécurité sociale manifestant avec constance sa volonté de casser la Sécu. Un bel exemple d'obstination à faire valoir ses revendications ! Révélé par *Médiapart*, le projet de note de novembre 2010 du groupe santé du Medef intitulé « *Confortons notre système d'assurance maladie* » [sic] systématise les positions du patronat et exprime clairement son ambition : transférer aux « complémentaires »,

assurances privées et mutuelles, une part importante des prestations. La Sécurité sociale conservant les prestations jugées « non rentables » financièrement et la majorité du secteur mutualiste s'alignant sur les méthodes du privé, avec notamment « l'offre de choix optionnel de couverture » et revendiquant même le transfert à son profit de prérogatives de la Sécu comme le remboursement des affections de longues durées (ALD). (voir la note ci-contre)

La casse de la Sécu va de pair avec celle de l'hôpital public. Dans ce même document, le Medef trace la feuille de route concernant le système de santé. Elle prend le même chemin : la privatisation. Nul doute que le gouvernement répondra positivement aux injonctions du Medef. C'est ce qu'il a entrepris à la lettre avec la loi Bachelot, Hôpital patient santé et territoire (HPST), et veut poursuivre à un rythme soutenu. C'est ce qu'il fait à échéances de plus en plus rapprochées en édictant des décrets qui laminent progressivement les remboursements pris en charge par la Sécurité sociale.

Le Medef veut un grand chambardement du système de santé mais pas question de mettre en cause la médecine libérale. C'est bien le seul secteur qui devrait voir sa rémunération augmenter ! Et évidemment il veut protéger les profits importants de l'industrie pharmaceutique. De ce côté, il ne se soucie pas des comptes de la Sécu !

## Les mêmes refrains depuis 65 ans !

Le déficit : « le déficit de l'assurance maladie se creuse. Les dépenses ne cessent de progresser » (*Le Monde* du 12 janvier 1948)  
 Les charges : « La Sécurité sociale est devenue pour le pays une charge considérable, qui risque de compromettre le redressement du pays » (chambre de commerce de Paris, 16 juin 1948).  
 La mondialisation (déjà !) : « Les cotonnades japonaises ont fait leur apparition. Pour l'avenir de la Sécurité sociale, il est vital que les prix français ne soient pas plus chers que les prix de nos concurrents sur le marché mondial » (Paul Reynaud, ministre des Finances, 11 juillet 1949)  
 Les abus : « Il y a accroissement anormal des frais médicaux et des indemnités journalières. Cela tient à trois raisons. D'abord, les maladies fictives [...]. Puis les accidents insignifiants [...]. Enfin les incapacités de travail prolongées [...]. (Joseph Delachenal, député républicain indépendant, 1949).  
 Citations extraites d'*Adieu Sécu* Claude Frémont, éditions Le Cherche Midi.

## La note du Medef

**L'échéance.** « Il y a urgence à réformer notre système de santé, au plus tard en 2012 [...] à cette échéance [il faut] une nouvelle réforme systémique... Nous plaillons pour une réforme réaliste mais rigoureuse ».

**Les réformes prioritaires.** « L'hôpital et les ALD [...] on constate un attentisme regrettable dans le 2<sup>e</sup> cas. « Le problème des ALD est au cœur de celui de l'assurance maladie : pour résoudre le problème du déficit croissant, on ne peut pas ne pas se focaliser sur les ALD, et c'est une vraie question de société : le régime de base doit-il se focaliser sur les plus démunis ou sur les plus malades, ou bien doit-il appréhender l'ensemble des citoyens, l'ensemble des soins, mais en n'apportant qu'une réponse partielle (dans les deux cas en renvoyant le reste à charge aux citoyens et aux organismes complémentaires) ? » [...] « il ne faut pas attendre pour réformer les règles définissant les entrées / sorties du régimes des ALD [...] ».

**L'organisation.** « Le régime de base n'a ni les moyens, ni le temps, ni la légitimité de tout entreprendre » [...]

« Pour la maîtrise des ressources » trois niveaux :  
 1. « Une assurance maladie obligatoire à minima financée par l'impôt (socle de solidarité). Note : la solidarité appelle un panier de biens et soins de santé et de médicaments indispensables auquel est corrélié un contrat qui peut être mis en œuvre par différents opérateurs.  
 2. Une assurance maladie complémentaire (obligatoire ou facultative) financée par les cotisations mais avec des aides possibles pour les plus démunis.  
 3. Une assurance maladie supplémentaire libre ».

**Le champ de la privatisation.** « Les transferts éventuellement au premier euro pour des champs de petit risque ou risque modéré. Il paraît notamment judicieux de déplacer une partie des opérations de prévention et suivi des facteurs de risque notamment lorsque cela concerne des actifs, de l'assurance maladie obligatoire vers l'assurance maladie complémentaire ».

« Le régime général pourrait concéder au secteur privé, sur la base d'un cahier des charges, l'organisation d'un dispositif de télémédecine.  
 « Le secteur privé pourrait également participer à l'orientation médicale des assurés, ce qui correspond à une demande croissante de ceux-ci ».

**Les retraités.** « L'AMO est aujourd'hui financée à 90% par les actifs et 10% par les retraités, alors que les prestations concernent 60% des actifs et 40% des retraités. Le problème de la solidarité intergénérationnelle doit être examiné sous cet angle nouveau ».

**Les sans-papiers.** « Il est indispensable d'endiguer l'explosion de l'aide médicale d'État (AME, réservée aux immigrés en situation irrégulière) ».

**Qui doit avoir recours à l'hôpital ?** « Les hôpitaux français souffrent d'un taux de recours excessif (pour

des raisons sociales et par défaut d'alternatives...) »  
 « il faut éviter de confondre la justification médicale et celle sociale dans les prises en charge ».

**Le financement.** « La réforme du mode de financement s'accompagnerait d'une baisse des cotisations des entreprises et des salariés ».

**La loi Bachelot...** « La loi HPST va dans le bon sens et constitue un premier pas tant sous l'angle économique que médical... Il est indispensable que les décrets d'application soient promulgués au plus tôt. »

...et ses suites. « La réforme de l'hôpital engagée doit être poursuivie avec un rythme soutenu jusqu'à son terme ».

« Il faut au moins pousser les établissements à un redéploiement plus efficace : optimisation des budgets par les directeurs d'ARS (favoriser la recherche de mutualisations, d'externalisations... de communauté hospitalières...) ».  
 « La loi HPST jette les bases d'une organisation en réseau des établissements de soins. Il faut la généraliser : coopération accrue entre public et privé... »

**La médecine de ville.** « Elle doit rester libérale mais doit évoluer et accepter de nouvelles règles de jeu [...] il faut que les actes soient mieux rémunérés, ce qui n'est pas le cas pour les généralistes » [...].  
 [...] « Développement de la logique du paiement à la performance : les gains financiers liés à la mise en œuvre d'un système de primes dont le versement dépendrait de la modération des prescriptions sont considérables. »

« Il est nécessaire de favoriser la responsabilisation des acteurs par une certaine dose de mise en concurrence des professionnels de santé ».  
 « La création de maisons de santé devrait faire appel à l'esprit entrepreneurial du médecin (promotion de l'efficience) »

**Les remboursements.** « La voie des franchises, dont on sait qu'elle est efficace, mériterait d'être approfondie, même si elle mal tolérée par les Français ».

**Les contrôles.** « Il est important que les organismes complémentaires puissent avoir accès à certaines données (médicales) afin d'être en capacité de faire de la gestion du risque ».  
 « Il faut renforcer le contrôle des arrêts de travail [...] il faut cibler les médecins prescripteurs qui exagèrent ».

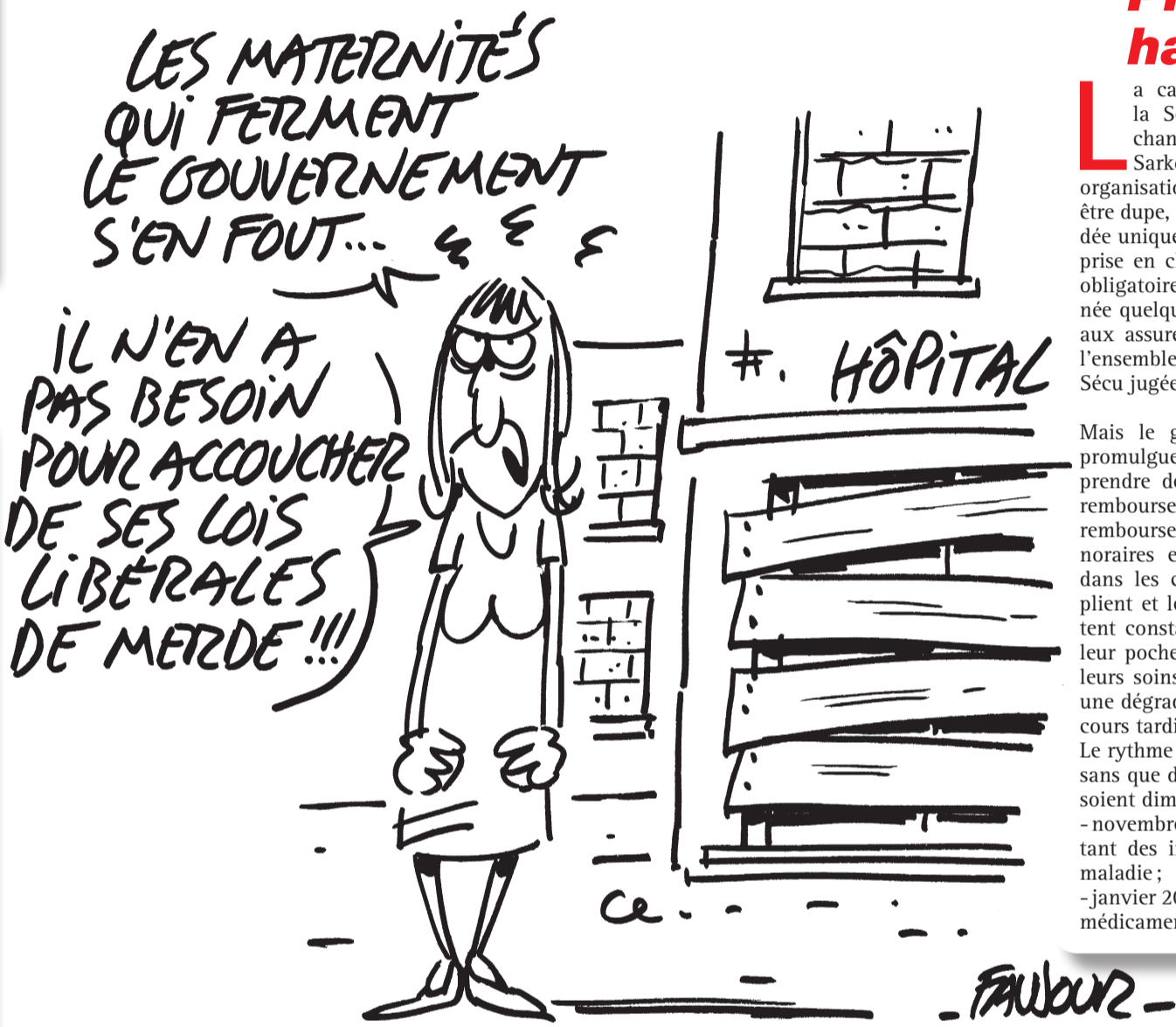
**Les médicaments.** « Le secteur est stratégique pour la France [...] Tout ce qui a été fait en matière de maîtrise a été fait ; il faut en faire autant dans les autres domaines de la santé avec autant d'énergie, et ne plus fragiliser notre industrie du médicament ».

1. AMO : assurance maladie obligatoire

www.coordination-nationale.org/documents et etudes/MEDEF/ Position-du-Medef-11-10.pdf

# SÉCU ET LA SANTÉ

## RE CAPITAL ET TRAVAIL



### Plus que jamais, haro sur la Sécu!

La casse de la branche maladie de la Sécu sera programmée après le chantier de la dépendance voulu par Sarkozy. Il prétend « consulter » les organisations syndicales. Personne ne doit être dupe, la prestation dépendance, accordée uniquement aux personnes âgées, sera prise en charge par une assurance privée obligatoire, histoire d'accorder chaque année quelques dizaines de milliards de plus aux assureurs... et d'étendre ce schéma à l'ensemble des prestations maladies de la Sécu jugées « rentables ».

- février 2011 : augmentation de la part à charge des assurés pour les actes médicaux compris entre 91 et 120 euros à l'hôpital et en ville (32% d'augmentation);
- mars 2011 : restriction des conditions de prise en charge des frais de transport pour les malades souffrant d'une ALD;
- mars 2011 : les bandelettes de mesure de la glycémie pour certains diabétiques sont moins remboursées. Un plafond de 200 bandelettes par an est instauré.
- avril 2011 : projet de suppression de l'hypertension artérielle de la liste des ALD.

Mais le gouvernement n'attend pas de promulguer « une grande réforme » pour prendre des mesures qui restreignent les remboursements : forfaits et franchises, déremboursements. Les dépassements d'honoraires en ville et pour les opérations dans les cliniques et hôpitaux se multiplient et les tarifs des mutuelles augmentent constamment. Les malades paient de leur poche ou sont contraints de reporter leurs soins ou d'y renoncer. Le risque est une dégradation de l'état de santé et le recours tardif à l'hôpital.

#### Illustration

Pour se désengager du financement de la Sécu, le patronat milite pour la fiscalisation de son financement. En 1991, les cotisations sociales représentaient 86,8% des recettes, en 2009, elles ne comptent plus que pour 67,3%. Dans le même temps, la part des impôts et taxes affectés est passée de 4% à 28,6%.

- novembre 2010 : minoration du montant des indemnités journalières en arrêt maladie;
- janvier 2011 : baisse de remboursement de médicaments et des dispositifs médicaux;

4 millions de personnes n'ont pas de mutuelle malgré la CMU (couverture maladie universelle) et l'ACS (aide à une complémentaire santé). La proportion de personnes sans couverture complémentaire est deux fois plus importante dans les ménages disposant de moins de 870 euros de revenus que dans le reste de la population. L'accès à la santé n'est pas garanti à tous. Il se dégrade.

### Mort à l'hôpital public!

La loi Bachelot s'applique avec une grande vigueur. L'hôpital public est démantelé, aucun établissement n'échappe à des restructurations, aux fermetures de lits, de services, des urgences, aux réductions d'effectifs. En 2009, 10 000 postes sont passés à la trappe (*Quotidien du médecin*). Des fermetures complètes d'hôpitaux sont également programmées par les Agences régionales de santé (ARS) qui chapeautent l'ensemble du système de santé. Toute cette politique n'a qu'un objectif : réduire la part du service public hospitalier et favoriser l'orientation des malades vers les cliniques privées. De nombreux services d'urgence, faute de possibilité, sont contraints de le faire. Un rendez-vous dans le public pour une consultation ou un examen demande très souvent plusieurs semaines d'attente. Dans ce contexte, le secteur privé réalise 75% des opérations chirurgicales ambulatoires et 63% de la chirurgie avec hospitalisation.

s'aligner sur celui des cliniques en oubliant qu'ils assument des missions spécifiques (recherche, urgences, enseignement...) et sont seuls à prendre en charge certaines pathologies. Ce système est un des moyens d'étranglement financier pour imposer les plans de restructuration. Cette convergence tarifaire dont le Medef regrette qu'elle ait été récemment reportée est une véritable escroquerie car le « tarif » des cliniques privées ne prend pas en compte les honoraires des chirurgiens et surtout ignore la généralisation des dépassements d'honoraires (plusieurs milliers d'euros par exemple pour une prothèse de hanche). Pour accélérer le rythme, le ministre de la Santé d'alors, Xavier Bertrand, a décrété une baisse de tarifs hospitaliers de 0,2% à l'hôpital et seulement de 0,05% dans les cliniques. Il s'agit d'étouffer le secteur public et de permettre au privé de s'accaparer une part croissante « du marché de la santé ».

#### Un exemple parmi d'autres

À l'hôpital de la Timone, à Marseille, depuis plusieurs mois, faute de place en service de réanimation pédiatrique, où sont pris en charge des enfants après leur opération, 25 à 30%, et parfois jusqu'à 40% des interventions chirurgicales, notamment cardiaques, sont régulièrement déprogrammées.

**Le 2 avril, première étape pour une riposte d'ampleur**  
 Pour arrêter la casse de la santé et de la Sécu, contre les ARS, ces agences de régression sociale, pour un service public de santé et des soins de qualité, un front d'une ampleur inégalée regroupant partis, syndicats, associations, des mutuelles s'est constitué. 190 organisations appellent à se mobiliser dans toutes les régions. Ce sera une première étape. La coordination de défense des hôpitaux de proximité a prévu une réunion de tous les participants à cette journée de mobilisation pour débattre des suites de l'action. Elle devra être de grande ampleur pour répondre à la hauteur de l'enjeu!

### LES PROPOSITIONS DU NPA

- 1 La santé doit être gratuite et accessible à tous et toutes : pas d'avance des frais et remboursement à 100% par la Sécu.
- 2 Le salaire socialisé doit être géré par les salariés, pas par les patrons ni par l'État : élection des administrateurs de la Sécu par les assurés sociaux.
- 3 Arrêt immédiat des restructurations hospitalières, des fermetures d'hôpitaux et création des 120 000 emplois nécessaires avec un plan de formation.
- 4 Expropriation des cliniques privées et intégration dans le service public.
- 5 Création de centres de santé pluridisciplinaires, publics et gratuits, dans les quartiers assurant la prévention, les soins, l'éducation et le suivi de la santé en lien avec l'hôpital public.
- 6 Fin du paiement à l'acte de la médecine libérale et interdiction des dépassements d'honoraires.
- 7 Expropriation de l'industrie pharmaceutique et création d'une industrie publique du médicament.



**www.stop-petrole-de-schiste77.com**

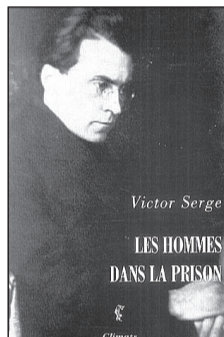
Parce qu'il est urgent d'arrêter immédiatement et définitivement toutes les opérations liées à l'exploration ou l'extraction d'hydrocarbures dans nos sols, des collectifs voient le jour en France. L'un d'eux, « Stop pétrole de schiste 77 », a été fondé le 17 février dernier pour informer précisément et publiquement sur les projets d'exploration et d'extraction d'hydrocarbures du sous-sol et pour organiser une résistance efficace, notamment autour des forages imminents prévus en Seine-et-Marne. Sur le site dédié au collectif, des ressources téléchargeables et un agenda permettent de s'informer en vue des prochaines manifestations (samedi 16 avril, 15 heures à Meaux).

## L'essai

### LES HOMMES DANS LA PRISON

**VICTOR SERGE**

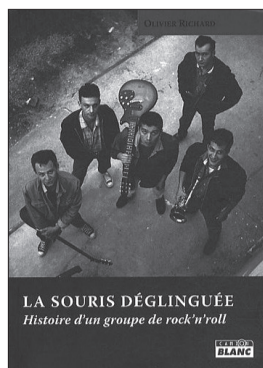
Climats  
250 pages  
18 euros



De Victor Serge (1890-1947), qui traduisit Lénine et Trotsky en français, mais qui fut aussi une des figures les plus actives de « l'opposition de gauche » au stalinisme, on réédite régulièrement *Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression*, publié pour la première fois en 1925, avec maintes pages aujourd'hui dépassées ou à actualiser, mais fondé sur une somme impressionnante d'expériences personnelles. Il les a relatées en cinq récits rédigés en URSS entre 1928 et 1931, après son arrestation et sa mise en résidence surveillée. Deux d'entre eux furent saisis par la Guépéou et peut-être détruits, mais les autres, expédiés clandestinement et chapitré par chapitre pour être édités en France, y parurent entre 1930 et 1932. Leur intérêt historique et leurs qualités d'observation leur ont valu plusieurs rééditions (1967, 1980, 2004) avant celle qui propose aujourd'hui *Climats* en trois volumes pouvant être lus ensemble ou séparément grâce aux préfaces de Richard Greeman (secrétaire de la Fondation Victor Serge à Montpellier), rappelant chaque fois les informations utiles à leur lecture. Si *Ville conquise*, évocation terrible de Petrograd telle que Serge la connut en 1919, assiégée par les troupes blanches, emprunte au roman sa technique narrative, *Naissance de notre force* témoigne plus directement de sa participation au soulèvement libertaire de Barcelone en 1917 puis de sa détention dans un camp de concentration français jusqu'à la fin de la Grande Guerre. Dans le plus frappant de ces récits, *Les Hommes dans la prison*, Serge ne retrace les cinq années qu'il eut à passer dans les geôles françaises pour propagande anarchiste, de 1912 à 1917, qu'afin de mieux analyser le système pénitentiaire et les moyens intellectuels et moraux d'y survivre. Prenantes et d'une rare pénétration, ces pages complètent *Ce que tout révolutionnaire doit savoir sur la répression* tout en forçant à réfléchir aux traitements que les prisons continuent d'infliger à leurs victimes actuelles.

G. B.

**À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE**  
27 rue Taine 75012 Paris / [www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)  
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43  
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



**LIVRE**  
**LA SOURIS DÉGLINGUÉE.**

**Histoire d'un groupe de rock'n'roll**  
Olivier Richard  
Camion Blanc / 34 euros  
Certains livres donnent l'impression d'avoir été écrits pour vous et quelques-uns sur vous. C'est d'autant plus surprenant quand il s'agit d'un bouquin consacré à l'histoire d'un groupe de punk rockabilly ska funky du pavé parisien qui n'a jamais connu la gloire médiatique ni l'honneur des disques d'or. Mais l'aventure de la Souris Déglinguée tient autant à son public, à ses « fans », sa « rahia » qu'à l'indiscutable qualité musicale et du propos (ils furent nos Jams, nos Ramones et nos Madness, tout en un, faute de véritable concurrence). De la bande des halles à cette fameuse première partie accordée à un autre groupe de jeunes gens agités de banlieue, les NTM, rien n'est oublié, ni caché. Rarement complaisant, en donnant même la parole aux sceptiques (Marsu, ex-manager des Béruriers noirs), le livre tient la plupart de ses promesses. Une deuxième lecture s'impose non ?  
**King Martov**



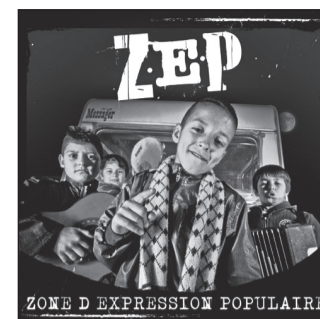
**POLAR**  
**LA RIVIÈRE NOIRE**

Arnaldur Indridason  
Métailié-Noir / 19 euros  
La mode est de découvrir le polar nordique, mais on n'avait pas attendu pour vous dire, depuis longtemps, que les livres d'Indridason étaient excellents. Cette *Rivière noire* nous raconte une sombre histoire criminelle, basée sur le viol et sa drogue, dans le cadre insolite de la lointaine Islande. Frissons et dépaysement garantis : où trouvez-vous un personnage appelé Brynhildur Geirhardsdottir, ce qui, nous précise-t-on, veut dire Bataille de cote de maille Fille de Rigide comme une lance ?  
**Paul Louis Thirard**



**BD**  
**CINQ MILLE KILOMÈTRES PAR SECONDE**

Manuele Fior  
Atrabile / 19 euros  
Commençons par les couleurs et le dessin, aux tons d'aquarelle, qui épousent les sentiments des personnages. Le récit, ensuite, avec une narration qui fait des ellipses, saute d'époque en époque au point qu'on est un peu désarçonné au début. L'histoire, enfin, simple mais émouvante et bien menée : dans une petite ville italienne, Piero et Nicola, deux jeunes garçons, s'ennuient. Nicola est un bellâtre séducteur, Piero plus introverti, est celui qui travaille à l'école. Quand une nouvelle voisine de leur âge s'installe dans l'immeuble de Piero, Nicola pousse son ami à tenter sa chance. On ne verra pourtant des histoires d'amour que leur début et leur fin, avec des personnages qui fuient, et la mélancolie, bien des années après. De l'Italie à la Norvège et au Caire, une histoire d'amour et d'espaces aux accents de *Jules et Jim*.  
**Sylvain Pattieu**



**CD**  
**ZONE D'EXPRESSION POPULAIRE**

ZEP  
Blue line  
MAP a fait des petits ! Les deux MC mènent désormais deux projets distincts : ambiance chansons militantes pour HK et les Saltimbanques et rap radical pour ZEP. Si vous les avez déjà croisés en manif, vous pouvez maintenant vous procurer leurs albums. Après avoir fait du bruit avec la chanson *Nique la France* et l'ouvrage du même titre coécrit avec Saïd Bouamama, ZEP sort cette semaine un premier album indispensable à l'heure où surgissent davantage de discours racistes et néocoloniaux décomplexés. Entre les prises de son de manifestation pour la régularisation des sans-papiers, l'accordéon et la mandole, ZEP s'installe au cœur d'un héritage de luttes de classe anticoloniales. De l'émouvant et rageant poème de Mahmoud Darwich, *Inscris ! Je suis arabe*, aux appels à l'insurrection, ZEP illustre brillamment l'exergue de son album : « *Vivre ensemble, c'est résister ensemble* ».  
**Mary Sonet**

## EXPO Fred Deux : traits et couleurs d'un franc-tireur

À 87 ans, le dessinateur-écrivain poursuit une œuvre exemplaire, qui prolonge et sublime la misère et les souffrances de ses primes années.

L'exposition « Fred Deux au XXI<sup>e</sup> siècle » est présentée jusqu'au 16 avril à la galerie Alain Margaron.

Pour la vivacité de ton et le parler populaire qu'il affectionne, il faut entendre, voir (internet), lire (ses textes autobiographiques) F. Deux raconter son enfance à Boulogne-Billancourt, dans la cave où il vivait avec ses parents ouvriers, les rats ou l'eau sortant de la plaque d'égoût et les quintes de toux des tuberculeux. Devenu « tutu » lui aussi, il commença à découvrir le monde avec les séjours en sanatorium puis la condition ouvrière sous l'Occupation, la diffusion des tracts communistes le conduisant encore adolescent à se joindre aux FTP et, après leur dissolution, aux troupes coloniales qui poursuivaient le combat en Allemagne. Mais il n'avait jamais lu que *Bibi Fricotin* (BD fameuse pour son racisme). « *Jusqu'alors j'étais mort* », a-t-il estimé, une fois qu'un emploi dans une librairie de Marseille l'eut amené aux livres, au surréalisme et à l'œuvre de Paul Klee, lui inspirant ses premiers essais graphiques.

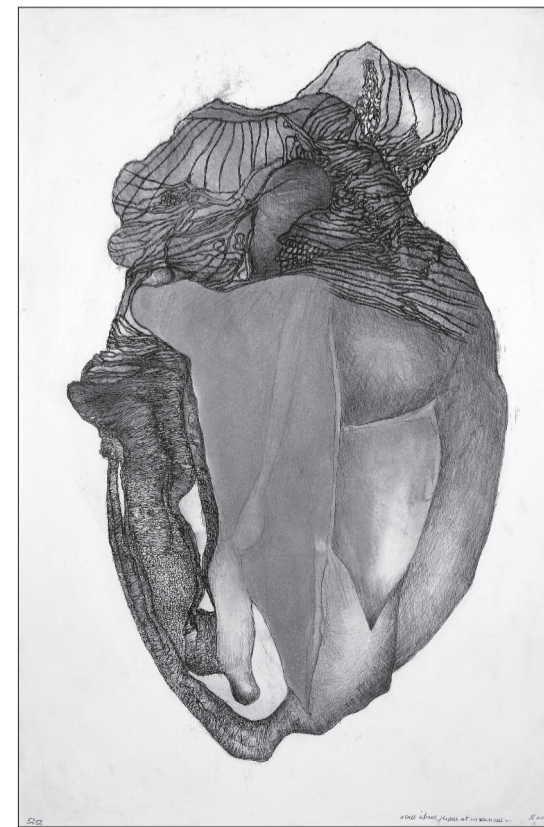
Une autre rencontre décisive fut celle de Cécile Reims, avec qui il vit et travaille toujours. Arrivée à Paris en 1933 pour fuir les pogroms en Lituanie, seule de sa famille à échapper au Vél'd'Hiv et à l'extermination, elle rejoignit la résistance juive dont elle suivit les combattants les plus déterminés jusqu'en Israël avant d'en revenir pour se soigner, reconnue gravement « tutu » elle aussi. Elle se perfectionnait en gravure quand elle rencontra F. Deux qui se découvrait alors écrivain, poète et dessinateur. En marge de ses travaux personnels,

elle gravera plus tard l'œuvre de Bellmer, exploit trop modestement reconnu et rémunéré, il écrira des livres et réalisera des dessins qui lui procureront ensuite une petite renommée et quelques droits, mais le couple eut d'abord à survivre âprement à la pauvreté aussi bien qu'à la maladie, isolé dans des campagnes à l'air supposé bon pour les « tutu ». Amenés de la sorte à prolonger la Résistance dans la vie quotidienne, ils le firent aussi dans le domaine de l'esprit, et c'est fort de cette vie commune que F. Deux disait récemment « *n'avoir jamais quitté le maquis* ».

Tout autant que dans la distance qu'ils ont sans cesse maintenue à l'égard du « monde de l'art » et de son marché, cette affirmation se vérifie à travers cette exposition présentant une quarantaine d'œuvres récentes de F. Deux, certainement aussi intéressantes que celles qui l'ont fait reconnaître dans les années passées, mais remarquablement libres à leur égard aussi. Chassant ou cachant les monstres et les masques douloureux des périodes antérieures (qu'un « professionnel » de l'art eût tenté d'exploiter), la couleur inspiratrice y retrouve sa présence avec ses taches, ses couleurs et ses nuances. Alors le trait d'encre ou de crayon s'y aventure avec patience, découvrant non seulement des îles fabuleuses ou d'étonnants paysages chinois, mais aussi des textes venus durant la création et que reproduit le catalogue. C'est ainsi que Fred Deux assume et sublime ses misères, ses combats, ses souffrances et plus rarement

ses joies. « *Je ne fais pas là de la politique. Mais à ma manière, j'en fais quand même* », dit-il aussi avec un sourire modeste et fier.  
**Gilles Bounoure**

Galerie Alain Margaron, 5 rue du Perche, 75003 Paris.



NOUS ÉTIONS JEUNES ET INVAINCUS, 2009, 60 X 40 CM



# Débat sur l'intervention en Libye

La décision de l'ONU d'intervenir en Libye pour «soutenir les insurgés», provoque des débats au sein du NPA. Cette semaine, nous publions deux tribunes exposant des points de vue différents.

## Libye: entre espoir et malaise

Les partis politiques traditionnellement anti-impérialistes en France et en Europe, les organisations pacifistes et même les puissants mouvements anti-guerre de l'Angleterre ou de l'Allemagne se seraient-ils tous convertis à l'interventionnisme de l'Otan?

D'où vient cette demande de livraison d'armes aux insurgés libyens par les mêmes organisations qui y étaient opposées au moment où ceux-ci étaient à l'offensive et que Kadhafi n'avait pas encore regroupé ses forces?

La réponse à l'intervention militaire de l'ONU en Libye est-elle aussi simple, pour ne pas dire simpliste, que de demander l'arrêt de celle-ci?

Ce ne sera pas celle d'une partie de la gauche en France, en Europe et même dans le monde arabe, sans aucune illusion sur les motivations de Sarkozy et de la coalition, en connaissant très bien les risques que comporte une intervention militaire.

Ce débat traverse tous les partis politiques quelle que soit leur position officielle, du Parti socialiste aux Verts, du Parti de gauche au NPA.

Sans doute parce qu'il n'y a pas de bonne réponse. Certainement parce que nous sommes désespérément, terriblement impuissants à apporter une autre réponse à l'appel des insurgés de Benghazi.

Parce que leur armée et leur dictateur n'ont pas fait le choix d'une répression féroce, les révolutionnaires tunisiens et égyptiens peuvent se contenter de notre solidarité purement intellectuelle. Parce que Kadhafi est prêt à massacrer son peuple, parce qu'il lui a promis «un bain de sang» et que nous savons très bien qu'il tiendra cette promesse en cas de victoire, nous voulons d'abord et avant tout sa défaite.

Les opposants à la résolution de l'ONU ont beaucoup d'arguments en leur faveur: le contrôle du pétrole libyen est la première raison de cette intervention, le risque de guerre civile est majeur, Sarkozy compte sur une victoire pour gagner en popularité en vue des prochaines élections. Oui! Tout cela est vrai.

Donc, halte là! Laissons les Libyens se débrouiller entre eux.

Le risque de guerre civile sera, peut-être, écarté. Mais à quel prix? Kadhafi avec son armée, ses milices massacreront tous les insurgés, traqueront toute l'opposition, anéantiront tout espoir pendant des années. Les puissances occidentales protesteront, feront peut-être des déclarations fracassantes pendant quelque temps... Et puis la «realpolitik»

reprendra le dessus, ils ont tant besoin de leur pétrole. Les groupes pétroliers français, américains ou britanniques ne seront pas les bienvenus en Libye, qu'importe il y aura les autres.

Aucun des États qui se sont abstenus au Conseil de sécurité de l'ONU ne l'a fait par anti-impérialisme. Eux aussi ont voulu préserver leurs intérêts futurs. Ils n'ont pas usé de leur droit de veto, mais se refusent à faire le «sale boulot». Les convictions anti-interventionnistes d'Angela Merkel lui font proposer un renforcement de l'aviation allemande en Afghanistan et ainsi rendre disponibles pour l'intervention en Libye ceux des américains. Les Tchétchènes et les Tibétains sont certainement sensibles à l'humanisme des dirigeants russes et chinois.

Les protestations des dirigeants de la Ligue arabe contre le bombardement des infrastructures de l'armée libyenne sont sans doute complètement étrangères aux manifestations auxquelles ils font face dans leurs pays.

Si la situation n'était pas tragique, cette mascarade pourrait être drôle.

Demander aujourd'hui l'arrêt de l'application de la résolution 1973 des Nations unies, c'est assumer de regarder en face les insurgés de Benghazi et de tout l'Est libyen en leur disant: «nous sacrifions vos vies, votre liberté, votre espoir à notre anti-impérialisme»; en leur disant: «il n'était pas en notre pouvoir de répondre à votre appel, mais il est en notre pouvoir de descendre dans la rue pour tenter de faire pression sur nos gouvernements pour qu'ils arrêtent l'aide mal intentionnée qu'ils vous ont apportée».

Certains d'entre nous feront ce choix, pas moi.

Marie-Do Bartoli



## La solidarité avec les processus révolutionnaires, c'est l'opposition à l'intervention militaire en Libye

Les grandes puissances nous parlent de l'urgence de se débarrasser de la dictature de Kadhafi. Mais il était un allié de la France, reçu en grande pompe, il y a encore six mois.

La protection des civils est un prétexte grossier. Les grandes puissances n'ont pas un mot contre la répression sanglante au Bahreïn avec la complicité active de leurs alliés... et le gouvernement français s'est opposé à l'intervention en Irak, alors que Saddam Hussein menait des offensives meurtrières contre les Kurdes. L'indignation est bien sélective... car elle sert des intérêts bien précis.

### LES OBJECTIFS DE L'INTERVENTION

Si Kadhafi est renversé avec l'aide des impérialistes, au lieu d'une victoire des travailleurs, on débouchera sur un renforcement des grandes puissances capitalistes. Si Kadhafi n'est pas renversé, l'intervention militaire leur permettra de peser directement sur la situation en Libye.

L'intervention est un signal donné aux révolutionnaires de la région: les grandes puissances entendent dicter leurs conditions aux processus en cours. Elles ont saisi l'occasion d'intervenir contre un régime haï pour entrer dans la danse. Et pour l'impérialisme français, il s'agit de reprendre des positions dans sa zone d'influence traditionnelle. C'est pour cela que les organisations anticapitalistes significatives dans le monde arabe sont opposées à l'intervention.

Les objectifs de l'intervention impérialiste sont clairement contre-révolutionnaires et néocoloniaux, ils sont opposés aux nôtres. C'est dans ce sens que le CPN du NPA a voté: «Beaucoup dépend de ce qui va se passer en Libye, où l'intervention de l'impérialisme aura pour seul objectif de tenter de reprendre la main et faire barrage à l'approfondissement du processus révolutionnaire.»

### POURQUOI LE MOT D'ORDRE CENTRAL DOIT ÊTRE: «NON À L'INTERVENTION»

Que les révolutionnaires libyens mettent au premier plan l'opposition à Kadhafi est tout naturel. Pour nous, c'est très différent: nous sommes solidaires des révolutions, mais c'est sur ce que fait notre propre gouvernement que nous pouvons réellement peser.

S'opposer à la logique guerrière, c'est aussi s'opposer aux budgets militaires, à la croisade contre le prétendu terrorisme...

Le «Ni Kadhafi ni intervention» est bien entendu juste abstraitement mais, en pratique, mène à l'immobilisme. Il ne permet pas de regrouper ceux qui veulent se mobiliser. Les discussions sur Kadhafi paralysent les réunions unitaires locales comme nationales, comme c'était le cas autour de l'Irak et surtout de l'Afghanistan.

Certains camarades parlent d'armer l'opposition libyenne. De la même manière, abstraitement, c'est juste... mais le mouvement ouvrier n'est pas en capacité de mettre en place des brigades internationales ou d'armer les travailleurs libyens! Seules les grandes puissances en ont les moyens: du coup, dans le contexte actuel, «Armement de l'opposition libyenne» + «Non à Kadhafi», cela conduit à donner une légitimité à l'intervention militaire!

### UNE ACTIVITÉ CONCRÈTE DE SOLIDARITÉ AVEC LE PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE

Nous sommes pour l'instant à contre-courant mais nous pouvons gagner des positions. C'était déjà le cas lors des mobilisations contre l'intervention en Afghanistan, mais cela avait préparé celles contre l'intervention en Irak.

Il ne suffit pas d'adopter un positionnement correct pour avoir une efficacité. Nous devons chercher à regrouper toutes les forces (organisations et individus) qui sont opposées à l'intervention. «Non à l'intervention» et «Abolition de la dette» sont les deux mots d'ordre minimum qui permettent de regrouper des forces pour une mobilisation utile de solidarité avec les révolutions arabes. «L'ennemi principal est dans notre propre pays» disait l'autre... Organiser des réunions publiques, écrire des tracts, des argumentaires, organiser des manif contre les bombardements, mettre en lumière les agissements des États impérialistes et des multinationales occidentales, en un mot affaiblir notre classe dirigeante, c'est ce qui aide les travailleurs et les jeunes de Tunisie, d'Égypte et de toute la région à se libérer pour de bon. **Armelle Denise, Antoine Larrache, Jean-François Cabral, Gaël Quirante, Alain Pojolat**

## courrier

Écrivez-nous: [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Lettre ouverte. M. M. (63):** Les récents résultats des cantonales, ainsi que les déboires de la vie politique française nous prouvent une chose: une crise politique qui pourrait durer s'est installée dans notre pays.

Avec un léger recul du PS, un recul plus important de l'UMP et la défection des cadres du parti autour de Sarkozy; mais surtout plus préoccupant: une forte poussée de l'extrême droite et du Front national.

Le Front de gauche, voulu par le Parti communiste et à l'initiative de Jean-Luc Mélenchon et de l'ex-aile gauche du PS, lui aussi s'est imposé comme une force politique certaine du pays et de la gauche. Si à l'époque de sa fondation (régionales 2010), il paraissait comme une vague alliance électorale, il s'est imposé au fil du temps (et aujourd'hui) comme un «mouvement» fort, durable et ayant toutes les cartes en main pour s'imposer sur la scène régionale et peser toujours un peu plus sur la scène politique nationale. Les raisons d'un refus d'alliance entre notre parti et le Front de J.L. Mélenchon (qui a toujours laissé la porte ouverte à nos militants) se font de plus en plus insignifiantes et même à terme,

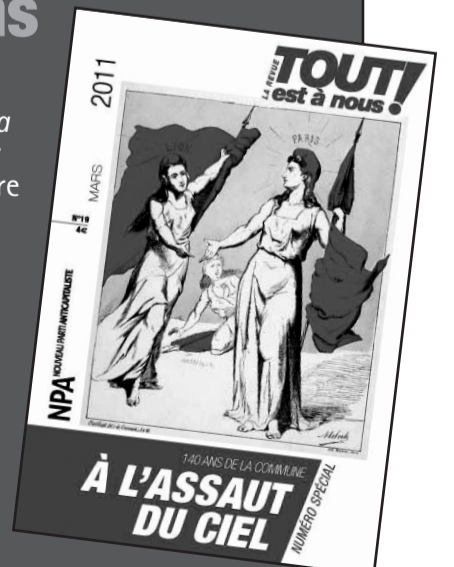
pourraient disparaître. Sur le fond, les différences idéologiques et les moyens entrepris par nos deux forces respectives restent, et resteront distincts. Mais ne serait-il pas temps de mettre de côté nos a priori envers le Parti communiste, et d'avancer? Le Front de gauche a pour vocation de devenir la solution de gauche à la politique libérale et social-libérale des socialistes, ainsi que le désir de rassembler nos forces divisées depuis des décennies (désir présent dans notre parti également).

Une alliance serait bénéfique pour nos deux camps, notre présence lors des différentes manifestations et notre forte implication locale ajoutée à la force médiatique du PG et du PCF. Elle permettrait à nos candidats d'être mieux représentés, et permettrait au Front de gauche d'atteindre un nouveau palier dans l'union des gauches et de grandir au niveau national.

Tous nos militants et nos comités devraient se pencher sur cette question qui me paraît primordiale pour l'avenir de la gauche antilibérale et anticapitaliste française.

## 1871-2011, la Commune de Paris a 140 ans

Tout est à nous! La Revue y consacre un numéro spécial. Vous pourrez y lire: Louise Michel place de la Casbah, un édito d'Olivier Besancenot, un article sur les premiers pas du mouvement ouvrier français entre 1830 et 1871. Mais aussi, des éclairages sur les Communes de province, la situation des femmes et des étrangers sous la Commune; des extraits d'un texte de Daniel Bensaïd dans lequel il revient sur la manière dont la Commune a influencé la pensée de Marx; des analyses des textes de Marx, Lénine et Trotsky sur le sujet, un texte d'Alternative libertaire: *Révolution populaire et mandat impératif*; un extrait d'un livre à paraître d'Isaac Johsua, *la Révolution selon Marx...*



**Nettoyage militant d'un bidonville rom**

La plupart des municipalités ignorent la présence de Roms habitant des bidonvilles. Cela conduit à des conditions de vie très difficiles : pas d'accès à l'eau, à des toilettes, pas de ramassage des ordures qui s'entassent, les rats prolifèrent et une petite fille d'un an a été mordue et a dû être hospitalisée pour une septicémie. Les autorités (conseil général, communautés d'agglomérations) n'assurent plus la collecte des ordures et refusent d'installer des bennes. Face à cette attitude scandaleuse, l'Association de solidarité en Essonne avec les familles roumaines et roms a décidé une action de solidarité spectaculaire et médiatisée dans le bidonville de Moulin-Galant. Samedi 26 mars (journée Essonne verte, Essonne propre !), les Roms et une cinquantaine de soutiens, associations et partis politiques, ont rempli 2000 sacs poubelle et les ont alignés sur le bord de la route. Les Roms ont expliqué aux journalistes leur refus et leur honte de vivre au milieu des ordures et des rats, sur un terrain qui se transforme en cloaque. En fin de journée, des élus de Corbeil et la police municipale sont venus faire de la provocation en criant à une manœuvre « anti-Corbeil ». Cette énième tentative d'intimidation a inquiété les Roms souvent victimes de pressions policières. L'association continuera de harceler les autorités jusqu'à ce qu'elles assurent les tâches de santé publique qui leur incombent.

**Réorganisation à La Poste en Bretagne**

L'ouverture à la concurrence dans le secteur du courrier, effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier continue de faire des dégâts. Sous couvert de modernisation, les centres de tri sont réorganisés. Ainsi, en Bretagne, dans le cadre du programme CQC (Cap qualité courrier), les centres de tri de Vannes et de Saint-Brieuc seront progressivement fermés et intégrés début 2012 dans la future plateforme industrielle courrier (PIC) de Rennes qui remplacera l'actuel centre de tri. Cette « modernisation », qui vise surtout à satisfaire les entreprises sous contrat avec la poste au détriment des particuliers, cache une réalité bien connue, chez France Télécom notamment : pressions sur les salariés, modifications d'horaires et reclassements ou suppressions de postes. Les postiers des centres de tri de Rennes, Vannes et Saint-Brieuc seront évalués de façon arbitraire et devront émettre trois vœux pour leur prochaine affectation, sans connaître les horaires qui les attendent et sans savoir s'ils seront affectés au tri, au guichet ou à la distribution. Sachant que les bureaux de poste ferment un à un, que les guichets sont remplacés par des automates et, qu'il y a 500 personnes à reclasser, il y a de quoi être inquiet surtout qu'après trois refus des propositions faites, c'est la porte pour le salarié ! Et si par chance, certains continuent de faire le même métier, il leur faudra changer d'horaires et travailler par exemple trois dimanches sur quatre ou jusqu'à 22h30 le samedi. Après une semaine de grève, la direction du centre de tri de Rennes-Airlande a invité les représentants du personnel à revenir à la table des négociations. Les postiers réclament toujours comme préalable aux discussions l'annulation des évaluations et l'assurance d'un reclassement à la PIC pour toutes celles et ceux qui le désirent, y compris en surnombre.

**À La Poste: le ministre du Travail refuse le licenciement de Gaël !**

Gaël, représentant de SUD PTT 92, était sous le coup d'un licenciement après la grève du printemps 2010. Yann et Bertrand, également représentants de SUD, ont déjà éclopé de 18 et 9 mois de mise à pied. Il y a eu, certains pensaient que SUD PTT 92 avait un pied dans la tombe... mais la machine à réprimer a commencé à se gripper : X. Bertrand a confirmé la décision de l'inspection du travail en refusant le licenciement de Gaël ! Le 92 est le seul département où le plan de restructuration Facteur d'Avenir n'est pas encore pleinement appliqué. En effet, depuis plusieurs années, une tradition de lutte s'est construite : quand un bureau est en grève, il va chercher les autres. Des grèves qui s'étendent, c'est le cauchemar des patrons. C'est parce que Gaël, Bertrand et Yann sont des militants actifs dans ces mobilisations qu'ils sont visés. L'inspection du travail avait remis en cause toutes les accusations fantaisistes de La Poste (pseudo-séquestration, mise en danger de la vie d'autrui...) et avait fait barrage au licenciement. Mais La Poste a fait appel de la décision directement auprès du ministre, qui a été forcé de reconnaître que la procédure a été menée en violation des droits de l'accusé. D'autre part, il est désormais officiel que Yann et Bertrand pourront continuer à mener leur activité militante dans l'entreprise malgré les sanctions. C'est parce que les camarades n'ont pas baissé les bras et que des centaines de personnes les ont soutenus qu'ils sont en capacité de continuer à empêcher La Poste de faire ce qu'elle veut. Mais la bataille n'est pas finie : en juin, seize postiers du 92, dont Gaël, Bertrand, Yann et Olivier Besancenot, passent au tribunal correctionnel de Nanterre pour une séquestration imaginaire.

**Alstom Belfort: première riposte**

Jeudi 24 mars, près de 200 salariés du site Alstom Power de Belfort (90) ont bloqué les portes deux heures durant pour protester contre la suppression annoncée de 100 postes dans la branche énergie. Pour Belfort cela se traduirait par la fermeture de deux ateliers. Pour l'ensemble du groupe, plus de 4000 suppressions d'emplois sont prévues dans le monde. Pourtant, Alstom a réalisé 1,2 milliard de profits l'an passé. Ce premier débrayage en appelle d'autres. Mobilisation à suivre.

**Oui, on peut parler d'apartheid en Israël**

Le crime d'apartheid, qui est un crime contre l'humanité, n'est pas seulement la réalité historique de l'Afrique du Sud mais une qualification juridique potentiellement applicable à d'autres États. Selon la définition de la Cour pénale internationale, il s'agit d'un « régime institutionnalisé d'oppression systématique et de domination d'un groupe racial sur tout autre groupe racial ou tous autres groupes raciaux et dans l'intention de maintenir ce régime ». Le racisme de l'État israélien résulte de l'idéologie sioniste dont l'objectif est d'assurer la suprématie juive en Palestine. Sur le territoire israélien actuel, 1,5 million de Palestiniens vivent comme des citoyens de deuxième classe où ils subissent des discriminations. Ils sont légalement défavorisés en ce qui concerne la nationalité et le mariage, l'accès au travail, aux syndicats, à la culture, à la santé et l'éducation et même aux permis de construire qu'ils n'obtiennent presque jamais. Les Palestiniens citoyens d'Israël ne peuvent pas, selon la loi israélienne, posséder des propriétés sur 93% du territoire qui est exclusivement réservé aux juifs, israéliens ou étrangers (américains, français etc.).

Dans les territoires occupés depuis 1967, plus de 18000 maisons palestiniennes ont été détruites pour permettre aux colonies israéliennes de s'étendre. Plus d'un million d'oliviers et autres arbres fruitiers ont été arrachés. L'armée israélienne contrôle l'eau de Cisjordanie, en confisque plus de 80% et revend le reste aux Palestiniens quatre fois son prix. Aucun droit ne régit le travail des Palestiniens en Cisjordanie, qui ne connaît ni salaire minimum, ni âge minimum, ni maxima horaires. Ils vivent sous l'arbitraire de la juridiction militaire qui peut les mettre en prison sans inculpation, leur faire subir des punitions collectives, des confiscations de terres, des couvre-feux de plusieurs jours, des assassinats ciblés ou des bombardements. Plus de 11000 Palestiniens croupissent aujourd'hui dans les prisons israéliennes, dans lesquelles de nombreux cas de torture sont dénoncés. La Cisjordanie est divisée en dizaines de «bantoustans» isolés entre lesquels il n'est pas possible de circuler sans autorisation israélienne, délivrée arbitrairement dans l'un de ses 600 «checkpoints». Les Palestiniens ne peuvent emprunter les autoroutes reliant les colonies, ni utiliser l'aéroport

international de Tel Aviv. Le Mur de séparation empêche physiquement des dizaines de milliers de Palestiniens d'accéder à leurs familles, lieux de travail, écoles, universités ou hôpitaux. 1,5 million de Palestiniens dans la bande de Gaza vivent en cas extrême d'oppression systématique : blocus total, privation des produits de première nécessité, bombardements fréquents et de plus en plus violents (1400 morts en janvier 2009)... Près de 6 millions de Palestiniens vivent aujourd'hui en exil et sont discriminés par l'impossibilité de rentrer dans leur pays. À différents degrés, ce sont donc bien tous les Palestiniens (11 millions de personnes, dont la moitié a le statut de réfugié) qui vivent une ségrégation quotidienne. L'utilisation du mot «apartheid», pour qualifier la situation qu'Israël impose aux Palestiniens, est souvent jugée excessive. Il s'avère pourtant que ce terme est adapté pour décrire et dénoncer leur sort.

**Hélène et Linda**

Pour en savoir plus, notamment sur les lois israéliennes précises qui constituent le système d'apartheid, le droit international et le parallèle avec l'Afrique du sud : [www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

**G8: le temps de la riposte est venu !**

À l'heure d'une crise économique sans précédent et où des révolutions enflamment Maghreb et Moyen-Orient, les puissants de ce monde se donnent rendez-vous en France pour décider de ce qu'ils vont infliger aux peuples pour sauver le système capitaliste. À Deauville en mai, puis à Cannes en novembre, les dirigeants des pays les plus riches vont discuter à huis-clos de l'avenir de la planète qu'ils détruisent et de ses 6 milliards d'habitants qui chaque jour constatent un peu plus l'injustice du système. C'est dans cette optique que le NPA, allié à toutes les forces qui souhaitent inverser le rapport de forces entre dominants et dominés, construit la mobilisation autour d'un slogan : «Les peuples, pas la finance». Cette mobilisation fait éclore partout en France des collectifs pour inscrire l'échéance dans le mouvement social. C'est dans cette optique qu'une caravane

contre le G8 parcourra le grand-ouest et sera accueillie dans plusieurs villes, dont Le Mans, le 21 avril. Un collectif local s'est donc créé pour l'occasion regroupant à l'heure actuelle le NPA, Attac, Solidaires, l'Unef, la FSU. Un collectif rassemblant les étudiants et leurs profs existait déjà sur la fac. L'objectif est d'inscrire dans la durée la lutte contre le capitalisme mondialisé et ses représentants, de construire la mobilisation contre le G20 et de répondre à l'appel issu du Forum social mondial de Dakar. Le 21 avril se posera publiquement la question de la dette, des révolutions arabes et de la liberté de circulation à l'occasion de différents événements : forum sur le marché d'un quartier populaire, animation autour de la place où siègent toutes les banques mancellles, meeting et soirée festive pour terminer. À la suite de cette journée, nous espérons être en capacité de financer un car pour qu'un maximum

de camarades puissent se rendre au Havre pour la grande manifestation du 21 mai. L'exemple du Mans est caractéristique de ce qui doit se passer partout en France. Il est nécessaire de construire une réponse large et unitaire face au cynisme des dirigeants de la planète qui pensent qu'ils peuvent, sans coup férir, continuer de faire payer la crise à celles et ceux qui n'en sont pas responsables. À l'instar des antinucléaires, des révolutions arabes, ce système nous montre au quotidien que des mobilisations sont nécessaires pour mettre en échec le projet des capitalistes et qu'un autre monde est possible : ils sont huit, nous sommes 6 milliards ! Alors toutes et tous en mouvement, partout en France des collectifs, toutes et tous au Havre en mai, à Cannes en novembre ! Les peuples, pas la finance : Yes we Cannes !

**Antoine Chauvel, Chloé Foucaud**

**Jeunes majeurs sans papiers, le printemps 2011 doit être votre printemps !**



Créteil, le 17 mars. Rassemblement devant la préfecture pour réclamer la libération d'Abdenour. (DR)

Jeudi 17 mars 2011, sans concertation préalable, deux événements ont eu lieu à la même heure. À Paris, plusieurs centaines de lycéens des lycées Turgot et Claude-Monnet se sont massés devant le tribunal administratif pour soutenir deux jeunes ressortissantes chinoises menacées d'expulsion. Le tribunal a annulé leurs arrêtés de reconduite à la frontière et enjoint le préfet de leur délivrer des titres de séjour «vie privée et familiale». À Créteil (Val-de-Marne), des centaines de lycéens de Saint-Exupéry, Gutenberg et Léon-Blum se sont rassemblés devant la préfecture pour obtenir la libération d'Abdenour, jeune Algérien de 19 ans, arrêté et mis en rétention. Cela n'a pas suffi et il a fallu un week-end de mobilisation avec appel à envoyer fax et mails au préfet, pétition avec des milliers de signatures et une page facebook<sup>1</sup> pour que la préfecture le libère le lundi tout en maintenant l'APRF (arrêté préfectoral de reconduite à la frontière) ce qui a entraîné une nouvelle mobilisation massive devant la

préfecture. Le 22 mars le tribunal a annulé l'APRF. Reste à obtenir sa régularisation ! Depuis plus de deux ans, RESF a entamé une campagne jeunes majeurs «Jeunesse sans papiers, jeunesse volée, la loi doit changer»<sup>2</sup>. Sur proposition du réseau, le conseil régional d'Île-de-France a voté une résolution prévoyant de soumettre au vote des conseils d'administration dans les lycées, un vœu consistant à prendre les jeunes majeurs sans papiers sous leur protection. Il a été adopté par treize conseils régionaux et à ce jour par quelque 102 lycées, pour la seule Île-de-France. Par ailleurs, plusieurs conseils régionaux vont organiser des parainages de jeunes majeurs sans papiers : en Île-de-France cela concernera une cinquantaine de lycées début mai. C'est alors qu'ils sont encore scolarisés que les jeunes majeurs sans papiers doivent se faire connaître, que la mobilisation est possible, qu'il leur faut réclamer un titre de séjour, car après il sera trop tard ! C'est maintenant que les lycéens doivent s'organiser

pour soutenir leurs camarades, à eux de faire vivre la page facebook qu'a ouverte RESF. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, appelle ouvertement à des arrestations massives : «Mobilisez-vous, cela passe par des interpellations et chacun de vous sait où et comment procéder!», a-t-il exhorté. À l'heure où la xénophobie d'État avance à pas de Guéant pour honorer sa politique du chiffre, guidée par des considérations idéologiques et électorales face à la remontée du Front national, la solidarité est plus que jamais cruciale. Profs, parents, camarades de classe, citoyens, mobilisons-nous pour que chaque jeune majeur sans papiers scolarisé et sa famille obtiennent un titre de séjour et ne vivent plus dans la crainte de l'interpellation et de l'expulsion.

**Pierre Lafrance, RESF**

1. <http://www.facebook.com/group.php?gid=59417475761>  
2. <http://www.educationsansfrontieres.org/rubrique593.html>

## Première réunion du CPN après le congrès

Ce week-end s'est tenue, à Paris, la première réunion du Conseil politique national (CPN) élu lors du congrès.

Comme toujours, l'ordre du jour était chargé, d'autant que s'imposait une discussion sur le fonctionnement du CPN, du Comité exécutif (CE), du lien entre les deux instances et l'élection du CE.

L'élection a eu lieu mais la discussion sur le fonctionnement n'est évidemment pas achevée, notamment parce qu'il n'existe pas de formule magique organisationnelle pour que chacun se sente partie prenante d'une direction. Cela dépend avant tout de la dynamique de travail collectif que le CPN parviendra à mettre en place. Il faut pour cela en passer par la définition des tâches de chacune et chacun, au CPN comme au CE. Deux nouvelles porte-parole, Myriam Martin, enseignante en lycée professionnel, et Christine Poupin, technicienne dans l'industrie chimique, ont été élues avec 97 pour, 6 contre, 4 abstentions, soit 94% des votes exprimés.

Les membres du CPN ont également débattu de l'analyse des révolutions du Maghreb et du Machrek, de la situation créée par la catastrophe nucléaire au Japon, de l'approfondissement de la crise économique, avec notamment ses derniers développements en Europe et sa traduction en France: l'aggravation des politiques d'austérité malgré l'affaiblissement de la base sociale de Sarkozy, mais aussi la poussée du Front national. En lien avec cette situation, une résolution

a été votée majoritairement, actant une série de campagnes prioritaires. Il convient d'en défendre les revendications dans des cadres unitaires existants, ou d'aider à en mettre en place de nouveaux, mais aussi de diffuser nos propres arguments et réponses politiques. Il s'agit, dans la continuité des premières propositions adoptées par notre congrès (autour du document «*Nos réponses à la crise*»), de décliner de façon cohérente et convergente une vaste campagne contre les politiques d'austérité et la crise. Les terrains d'intervention prioritaires sont dès lors l'opposition à la dette et l'austérité et la défense du droit à la santé, l'antiracisme et l'antifascisme, la mobilisation pour sortir du nucléaire, la solidarité avec l'ensemble des révolutions dans le monde arabe, ce qui implique le refus de l'intervention impérialiste en Libye et de la dictature de Kadhafi. Le NPA est également partisan d'une mobilisation d'envergure à l'occasion de la réunion du G8 à la mi-mai. La campagne contre le G8 et le G20 peut en effet constituer un point de ralliement, permettant une mise en cohérence des différentes mobilisations.

Un texte appuyé sur l'analyse de la situation (crises, révolutions arabes, gauche «*FMI*», montée du FN...) a été adopté. Il formule la proposition politique du NPA s'agissant des échéances électorales de 2012. Dans les semaines qui viennent, il mènera une bataille publique pour une candidature de rassemblement anticapitaliste, sur la base

d'un programme d'urgence pour les luttes, en toute indépendance de la gauche libérale du directeur du FMI, du PS et d'ÉÉ-LV, incapable d'offrir une alternative et qui cogère la crise du système comme le montre la politique menée par les gouvernements socialistes espagnol ou grec. Conscient que ce projet est partagé bien au-delà du NPA, celui-ci souhaite en débattre avec les forces qui ont combattu cet automne pour la grève générale, pour le retrait du projet de loi sur les retraites dans son ensemble, pour une autre répartition des richesses et qui militaient pour aller jusqu'au bout de l'épreuve de force avec le gouvernement. Il souhaite associer à cette démarche les travailleurs, les jeunes à la recherche d'une issue à la crise sociale et politique, les militants syndicalistes et des mouvements des sans, les anti-impérialistes et les altermondialistes, les féministes et les écologistes de terrain, celles et ceux qui militent à Attac ou à Copernic, l'immense majorité de militants du mouvement social qui ne sont aujourd'hui pas organisés dans un parti. Afin de soumettre cette proposition politique, nous souhaitons rencontrer l'ensemble des forces syndicales, associatives, politiques à la gauche du PS, sous des formes appropriées.

Après avoir fait le point en mai, le CPN proposera aux militantEs du NPA de trancher en juin. Ce CPN a permis de commencer à sortir de la paralysie révélée par le récent congrès. **Ingrid Hayes**

## La caravane du DAL est passée à Nantes

Partie de Toulouse, détour par Dax, remontée vers La Rochelle et arrivée à Nantes le 24 mars, la caravane du DAL s'y est installée pour informer les Nantais qu'en termes de logement, ils et elles ont des droits. Même à l'issue de la trêve hivernale. Sur les marchés populaires de l'agglomération, les militantEs de la caravane ont distribué des tracts et expliqué ce qu'est la loi Dalo (droit au logement opposable) et l'application de la loi de réquisition des logements vides. Une projection-débat du film *Il était une fois ma cité* de Philippe Claudon, a été organisé le vendredi soir.

Samedi après-midi, les militantEs de «*Ni Pauvre, Ni Soumis*» (NPNS, collectif de personnes en situation de handicap ou atteintes de maladie invalidantes) occupent la place Royale à Nantes, (rebaptisée place Tahrir depuis quelques semaines), pour dénoncer les politiques de Sarkozy qui «*les mettent par terre*» (avec une allocation d'adulte handicapé de 711 euros, alors que le seuil de pauvreté est à 910 euros). Les militantEs du DAL, considérant à juste titre que la jonction des luttes est primordiale, décident de les rejoindre. Les forces de police ne l'entendent pas de cette oreille, arrivent pour bloquer la caravane, ce qui a pour effet d'amener les militantEs de NPNS à venir chercher les camarades du DAL. La police a dû battre en



Nantes, le 24 mars. Ni Pauvre Ni Soumis : «*Les politiques de Sarkozy nous foutent à terre*». (MJAMERON)

retraite, laissant place à l'unité des luttes. Belle image offerte aux Nantais de fourgons de police en marche arrière devant un simple bus de miséreux. Morbleu, imaginons ce que ça donnera *«quand tous les pauvres s'y mettront*».

Dimanche, la caravane du DAL a continué sa route vers Notre-Dame-des-Landes pour dénoncer la décision de l'UMP et du PS de Loire-Atlantique d'y faire un aéroport au beau milieu des champs, offrant au passage plus de 500 millions d'euros au groupe Vinci pour le construire et l'exploiter. Une somme qui serait pourtant bien mieux employée à construire des logements sociaux. La caravane poursuit son périple vers Rennes,

Angers, Montreuil-Bellay (pour évoquer les sinistres camps d'internement des tziganes de 1942, ce qui n'est pas sans rappeler le sort des Roms, aujourd'hui), Saumur, Tours, tant le problème du mal-logement est patent partout.

Pendant ce passage de la caravane du DAL, Jean-Marc Ayrault, député-maire de Nantes et président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, s'est malencontreusement trouvé sur le chemin d'une tarte à la crème qui a tout sali son beau costume. Il paraît que la pâtisserie serait tombée d'un avion survolant Nantes à cet instant précis. Quel manque de chance...

**NPA de Loire-Atlantique**

## en bref

**Non-titulaires de la fonction publique : amplifier la mobilisation.** Alors que les territoriaux ou l'Unsen se sont déclarés opposés à l'accord Tron sur les non-titulaires, la fédération d'État CGT, l'UGFF et la fédé santé ont emporté la signature de la CGT. Seuls la FSU et Solidaires ont confirmé un refus insuffisant à ouvrir la voie à une contestation juridique, politiquement délicate.

Le rassemblement du 23 mars des territoriaux CGT d'Île-de-France, devant Bercy, avait réuni 500 participants de 22 collectivités pour exiger les droits salariaux du statut pour tous les agents publics, une loi de titularisation qui crée des obligations à tous les employeurs et ne laisse personne sur le bord de la route, l'arrêt de toutes les suppressions d'emplois publics. Ce petit rassemblement témoignait des difficultés pour les syndicats à réussir de vraies mobilisations sur le sujet. Entre autres, les tensions au sein de la CGT sur la signature ou non du texte Tron n'ont pas permis d'élargir la participation aux autres secteurs de la CGT ni à la FSU et à Solidaires. Les territoriaux CGT d'Île-de-France ont décidé de poursuivre la campagne contre la précarité.

### Rencontres nationales de la commission migrations-antiracisme.

Les 19 et 20 mars s'est tenu le premier week-end de la commission migrations-antiracisme. La petite quarantaine de camarades d'Île-de-France et des régions ont pu échanger deux jours durant. Le samedi, un premier débat s'est tenu sur le lien entre racisme et capitalisme et celui, afférent, entre antiracisme et anticapitalisme. Ce lien fondamental a été débattu, sous des angles jamais identiques mais cohérents, dans une perspective révolutionnaire. D'abord le racisme comme tactique, servant une stratégie de division de la classe ouvrière. Ensuite, le racisme comme pratique-vision devant être déconstruite, dénaturalisée en l'occurrence. Mais aussi la question de l'intérêt-avantage, objectif et/ou subjectif, symbolique et/ou matériel, que le travailleur «*blanc*» pourrait tirer du racisme. Enfin, la dialectique entre la production et l'instrumentalisation du racisme par l'État et ses appareils, idéologiques ou pas, et les bases d'épanouissement que la société de classes, ici capitaliste, donne à ce racisme. Le deuxième débat portait sur racisme et antiracisme dans la conjoncture, abordée sous

ses différentes dimensions et perspectives. D'abord le passage du racisme biologique au racisme culturel. Ensuite, le lien entre ce changement et la «*théorie du choc des civilisations*». Et finalement, ses conséquences sur les formes de racisme et d'antiracisme. L'islamophobie s'impose comme principale forme du racisme actuel. Le FN articule un discours républicain et laïc, singeant une droite reprenant elle-même le discours raciste du Front. L'ancien antiracisme institutionnel, ayant produit des effets contradictoires (multiculturalisme, «*métissage*», «*différence*»), est aujourd'hui caduc. La gauche et le mouvement ouvrier sont pris dans leurs contradictions vis-à-vis de la république, de la religion et de la laïcité. Il est donc nécessaire de se démarquer du nouvel antiracisme institutionnel et de ses tentations républicanistes et laïcardes.

Le dimanche, la priorité a été donnée à la construction de collectifs locaux dans le cadre du mouvement «*D'ailleurs nous sommes d'ici*» car il est porteur de réponses justes aux enjeux débattus la veille : articuler les différentes formes du racisme avec une perspective anticapitaliste.

**Commission migrations-antiracisme**

## S'abonner à Tout est à nous !

### Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

### Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)  
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

### Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)  
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

**ORGANISME CRÉANCIER :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel  
et de communication (NSPAC)  
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex  
Numéro spécial d'émetteur : 554755

### Titulaire du compte

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....  
Mail : .....

### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT      CODE GUICHET  
| | | | | |      | | | | | |

N° DE COMPTE  
| | | | | | | | | | | |

CLÉ RIB  
| | | | |

Date : .....  
Signature : \_\_\_\_\_

### Établissement teneur du compte

Banque : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....

**Par chèque**, à l'ordre de : NSPAC  
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

### FRANCE ET DOM-TOM

#### Tarif standard

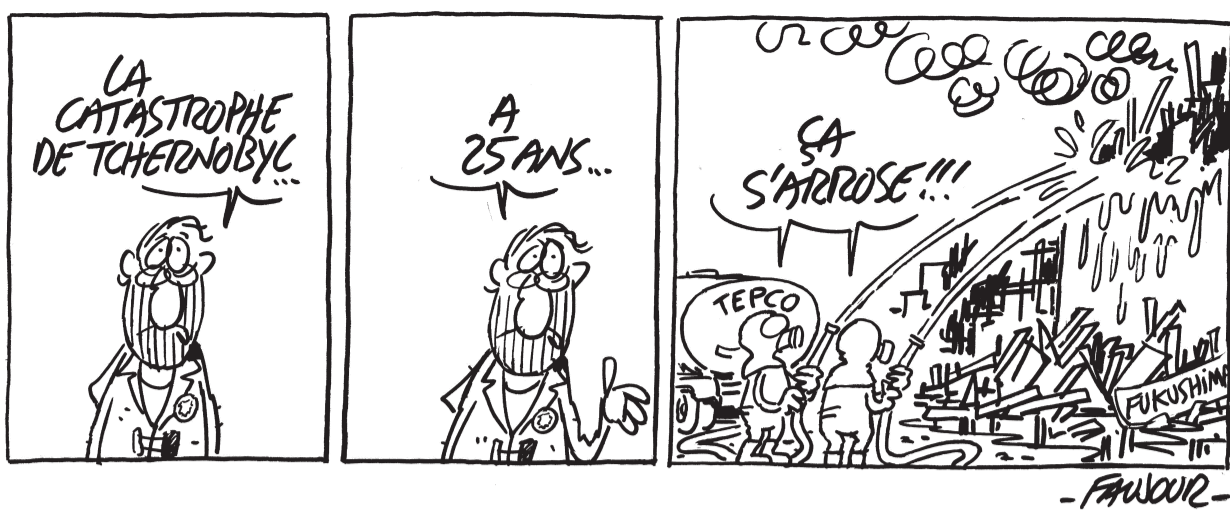
- Hebdo       6 mois       1 an  
                  28 euros       56 euros  
Mensuel       6 mois       1 an  
                  22 euros       44 euros  
Hebdo + Mensuel       6 mois       1 an  
                                  50 euros       100 euros

#### Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo       6 mois       1 an  
                  20 euros       40 euros  
Hebdo + Mensuel       6 mois       1 an  
                                  38 euros       76 euros

### ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31  
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Le chiffre

500 000

**C'est le nombre de ruptures conventionnelles comptabilisées à ce jour depuis leur mise en place en 2008. Ce dispositif est considéré comme un succès par Laurence Parisot. On la comprend : la rupture conventionnelle, aussi appelée « rupture à l'amiable », permet aux entreprises de se débarrasser sans préavis de leurs salariés en évitant les coûts d'un plan de licenciements, sur simple accord d'une administration du travail débordée. On s'aperçoit aussi que le dispositif concerne de nombreux salariés de plus de 58 ans, les poussant ainsi vers la préretraite.**

### Merkel giflée dans la rue et dans les urnes.

Samedi 26 mars, 250 000 personnes ont manifesté à Berlin, Hambourg, Cologne et Munich pour exiger la sortie immédiate du nucléaire. La catastrophe de Fukushima a redonné un élan sans précédent au mouvement antinucléaire allemand. Déjà en septembre 2010, des dizaines de milliers de manifestants avaient envahi les rues de Berlin pour dénoncer la décision du gouvernement Merkel de prolonger la durée de vie des centrales nucléaires (voir *Tout est à nous!* n° 68).

Le refus massif du nucléaire a également joué dans le résultat des élections qui se déroulaient dans deux Länder du sud-ouest de l'Allemagne. Les deux tiers des électeurs qui se sont déplacés ont infligé un camouflet sévère à la coalition jaune (les libéraux) noire (les chrétiens démocrates) qui ont perdu la direction du Land du Bade-Wurtemberg, qu'ils détenaient depuis 58 ans. Pour la première fois en Allemagne, la présidence d'une région sera détenue par un député des Verts avec le soutien du SPD. Cette région, la plus riche d'Allemagne avec son tissu industriel très prospère, était depuis deux ans le théâtre d'un conflit opposant les décideurs politiques et économiques à la population de Stuttgart à propos de la construction d'une nouvelle gare. Ce conflit a certainement eu une influence sur la spectaculaire

progression des Verts. Les autres grands partis institutionnels voient leur électorat s'effriter. La CDU de Merkel et son partenaire ultralibéral (le FDP) sont les grands perdants. Cela ne profite pas au SPD qui voit son score baisser énormément dans l'autre région où se déroulaient les élections. Il est à noter que Die Linke, traditionnellement faible dans ces régions, stagne.

**Lycée en grève.** À la suite de l'agression d'une collègue surveillante, les personnels du lycée Jacques-Feyder, à Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) ont cessé le travail le 22 mars. Ils se sont massivement mis en grève le 24 et ont obtenu un entretien au rectorat pour le 28, nouveau jour de débrayage afin d'appuyer la délégation.

Ils réclament notamment la création de postes de surveillants (AED), le maintien de postes menacés (secrétaire, CPE) ainsi que l'attribution de la prime NBI (ancienne « prime ZEP ») pour les surveillants au même titre que les enseignants. Les personnels en lutte exigent également le paiement des jours de grève à laquelle ils ont été contraints pour se faire entendre. Les personnels sont conscients que leurs revendications s'inscrivent dans le cadre d'une mobilisation plus large nécessaire pour défendre un service public d'éducation de qualité. C'est en ce sens qu'ils seront à nouveau

en lutte le 1<sup>er</sup> avril avec leurs collègues du 93.

### Entre doute et combativité...

Le 24 mars avaient lieu les élections professionnelles à la SNCF (comité d'entreprise et délégués du personnel), avec un taux de participation de 73,9%. La CGT obtient 37,37% des voix, alors que l'Unsa (21,46%) et la CFDT (13,76%) progressent. SUD Rail reste stable à 17,38%, FO totalise 8,58% et la CFTC 1,03%. Le contexte est marqué par des restructurations permanentes... et des luttes. Deux conflits majeurs en 2010 (quinze jours de grève reconductible en avril et 21 jours en octobre pour les retraites), des conflits locaux réguliers qui peinent à aboutir et une direction qui attaque sans relâche salaires et conditions de travail, sur fond de démantèlement de l'entreprise (« pour se préparer à la concurrence »).

Donc pas de bouleversement électoral en 2011. Le seul changement est dans l'adaptation à la loi sur la représentativité syndicale : l'Unsa et la CFDT dépassent à présent la barre des 30% et peuvent signer des accords seuls. Ce qui met la CGT dans un rôle de balancier : signer avec eux, les laisser faire ou s'allier avec SUD Rail pour totaliser les 50% qui peuvent bloquer des accords...

Le léger recul des syndicats combatifs (CGT et Sud Rail) est le

reflet de la situation : beaucoup de luttes, mais pas de victoire... Pour autant, il n'y a pas de démoralisation. La progression du « pôle réformiste » répond à la croissance des effectifs de l'encadrement, ainsi qu'à une hésitation des cheminots entre recherche d'une stratégie victorieuse dans les luttes et tentative de la négociation à moindres frais...

Dans une période déterminée par l'offensive sans précédent contre le service public ferroviaire, l'avenir dépendra donc de la capacité des équipes combattives (principalement à SUD Rail et à la CGT) de se coordonner et d'entraîner une majorité des cheminots dans des luttes victorieuses !

### Convention Unedic : rien pour les chômeurs.

Vendredi 25 mars s'est tenue, au sein de l'Unedic (organisme de gestion paritaire entre le patronat - Medef, CGPME, UPA - et les syndicats - CFDT, CFTC, CGT, FO, CFE-CGC), la quatrième et dernière journée de négociation d'une nouvelle convention d'assurance-chômage pour la période 2011-2013. Le nouvel accroissement du chômage depuis le début de la « crise » n'a évidemment pas convaincu le patronat d'améliorer l'indemnisation des premières victimes de ce système économique en faillite. Le patronat a renoncé au passage des bornes d'âge de 50 à 52 ans pour bénéficier de 36 mois d'indemnisation et au recul de 61 à 62 ans pour demander la prolongation des droits à l'indemnisation en

cas de trimestres insuffisants pour prétendre à la retraite. Le coefficient réducteur minorant les indemnités chômage des saisonniers est supprimé et il est désormais possible de cumuler la pension d'invalidité avec l'allocation de retour à l'emploi (ARE). 10 000 personnes seraient concernées !

En fait ce n'est qu'une prorogation de l'accord de 2009 car l'enjeu réel tournait autour de la volonté du Medef de baisser les cotisations, en prévision d'un retour aux « bénéfiques » à partir de 2015.

Seule la CGT devrait refuser cette parodie de négociation, ce qui signifie la reprise de la fringale du stylo pour FO. Avec la signature de l'accord Agirc-Arrco et la validation du projet Tron sur les non-titulaires, les syndicats sont engagés dans une course à l'échalote pour la « responsabilité » dans le dialogue social. Après les regroupements de candidatures dans le cadre des élections professionnelles, il s'agit du deuxième effet de la loi sur la représentativité syndicale.

**GM en grève.** Depuis lundi matin, les salariés de General Motors à Strasbourg sont mobilisés contre l'aggravation des conditions de travail, conséquence directe de l'accord imposé l'an passé en contrepartie de la reprise de l'usine par le groupe. Démarrée par l'équipe du matin de lundi et reprise par les équipes successives, la grève touche plus de la moitié de la production. La direction refuse de rencontrer les représentants des grévistes accompagnés d'élus CGT.

## HALTE AU F. HAINE !



Montreuil, le 28 mars. Fabien Engelmann, ex-secrétaire de section CGT en Moselle, a été convoqué au siège de la confédération dans le cadre de la procédure d'exclusion, pour être entendu par le secrétaire général de sa fédération, avant la réunion, début avril, du Conseil national de la fédération, qui statuera sur son sort. Plusieurs centaines de personnes ont accueilli le candidat du FN aux élections cantonales en Moselle sous les huées et slogans anti-FN comme « À bas le Front national », « Le FN hors de la CGT », « Français, immigrés, même combat »... Le FN avait l'intention de tenir une conférence de presse à l'issue de la rencontre, devant le siège de la CGT, ce qui n'a pu avoir lieu au vu de la mobilisation réussie de la confédération. La fédération des services publics a par ailleurs clôt le rassemblement par une prise de parole pour rappeler que la préférence nationale était contradictoire avec la solidarité entre salariés. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

**NO COMMENT**  
Moi, si je devais choisir entre un candidat UMP et un candidat NPA, je voterais UMP.  
GÉRARD GOUZES,  
MAIRE PS DE MARMANDE

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
Rédaction : 01 48 70 42 27  
Diffusion : 01 48 70 42 31  
Administration : 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
Mail : redaction@npa2009.org  
Numéro ISSN : 1969-8178  
Commission paritaire : 0414 P 11508  
Tirage : 6 500 exemplaires  
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
Gérant et directeur de publication : François Coustal  
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®